



MUNICIPALES NI DROITE RÉAC NI GAUCHE OPPORTUNISTE CONSTRUISONS UNE OPPOSITION COMBATTIVE

ÉLECTIONS PAGES 2-3-4

HISTOIRE PAGE 5

MARXISME PAGE 7

ET AUSSI

MUNICIPALES

**LA FRANCE ET
L'IMMIGRATION**

SALAIRE, PRIX



ET PROFIT

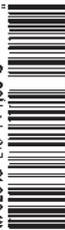
**BAG PRO
FEMMES
EN LUTTE**

**NÉPAL
ALLEMAGNE**

Partisan sur le net



vp-partisan.org





COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 1^{er} trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Aux urnes, citoyens ?

Fin janvier. Les troupes françaises sont engagées au Tchad pour sauver le gouvernement d'Idriss Déby, menacé par des rebelles soutenus par le Soudan. Silence dans les rangs des partis politiques responsables de gauche (PS, PC) et de droite (évidemment). Tous très occupés à préparer les élections municipales. Mais surtout tous d'accord pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Car le Tchad est l'une des zones pétrolières prometteuses de l'Afrique, comme le sud Soudan et le Darfour. Elle attire les concurrents de la France, Américains comme Chinois, qui exploitent eux aussi les conflits locaux. L'armée française ne pouvait donc rester l'arme au pied alors qu'un allié aussi accommodant de la France était menacé. Pendant ce temps, les âmes sensibles des médias faisaient leurs choux gras de l'amnistie possible des membres de l'Arche de Zoé.

12 février, 6 h 45. 400 policiers font irruption dans le foyer de travailleurs immigrés de la rue des Terres-au-Curé, à Paris, dans le XIII^e arrondissement, avec des chiens et beaucoup de violence. Les portes des chambres sont défoncées. Cette intervention a été précédée, dès 4 h, par le bouclage du quartier. Pourquoi ? Où était la menace ? C'est la chasse aux sans-papiers, évidemment, mais aussi la volonté évidente de faire peur, de terroriser les travailleurs comme tous ceux qui leur viennent en aide, d'une façon ou d'une autre !

18 février, 5 h 45. 1000 policiers investissent la cité de la ZAC de Villiers-le-Bel, là où les jeunes s'étaient révoltés après que deux d'entre eux avaient été tués par une voiture de police. Les flics passent au crible la cité, défoncent les portes qui résistent. Et ils arrêtent 35 personnes. Les journalistes avaient été conviés à cette opération pour lui donner le maximum d'impact. Les habitants sont choqués d'être pris dans une telle nasse policière. Pour certains anciens, cela pouvait rappeler les ratissages de l'armée coloniale en Algérie.

Au delà des faits, quatre conclusions s'imposent :

La bourgeoisie cherche à réduire au silence et à écraser les exploités d'ici, comme les autres peuples, partout où ses intérêts sont menacés. Il y a plusieurs façons de réduire au silence, d'écraser. Il y a d'abord les mirages idéologiques – les religions (dont Sarkozy redécouvre l'importance), – ou les espoirs de réussite individuelle. Il y a ensuite les illusions réformistes, – le co-développement pour l'Afrique, – le dialogue et la démocratie ici. Mais, l'histoire témoigne que cela se grippe parfois. Alors l'Etat sait user de la force, et de la violence dont il a le monopole, contre les exploités. Au cas où on oublierait sa domination, il doit en faire la démonstration. Il doit semer la peur, imposer la conviction que personne ne peut avoir le dernier mot contre lui. Il serait naïf de croire que cette violence ne s'exercera pas un jour contre les résistances de tous les exploités !

La deuxième leçon est que **l'on ne peut pas séparer le combat de classe et la lutte anti-impérialiste.** Les luttes sur ces deux fronts se renforcent mutuellement. Tout échec de l'impérialisme français est un encouragement pour nous. Nous sommes contents que «la France» (de Sarkozy) perde ! Aussi, le silence des «forces de gauche» n'est-il pas seulement une trahison des exigences de solidarité internationale et anti-impérialiste, c'est une trahison de notre combat de classe. Notre combat n'est pas vraiment de classe et de lutte solidaire s'il n'est pas internationaliste.

La troisième est que **cela s'inscrit dans la préparation d'une échéance électorale, qui mobilise toutes les énergies.** Les énergies de l'opposition de «gauche», mais aussi de la «gauche de la gauche». On mesure alors où sont les vraies priorités politiques. Tout au plus ces gauches dénoncent-elles le caractère de manipulation politique des opérations spectaculaires. Mais sur le fond, où est-la dénonciation ? Les municipales, c'est fort probable, seront un désaveu de la politique menée par Sarkozy. Nous nous en réjouissons, mais nous n'en serons pas satisfaits pour autant. La démocratie

bourgeoise met en place, par la possibilité de désavouer périodiquement un gouvernement, les soupapes de sécurité et les alternances qui entretiennent l'illusion que le peuple peut peser sur les choix politiques par son vote, et seulement par celui-ci. Mais pour tous les exploités, d'alternance en alternance, la dégradation des conditions de vie, de travail et de droits ne fait que se renforcer.

Le dernier enseignement est que, **derrière la démocratie bourgeoise pour la forme et le droit, un arsenal répressif est mis en place, qui se nourrit des expériences de guerre civile** : rafles et bouclages (guerre d'Algérie), drones dans les cités (guerre contre les Palestiniens), ou pénalisation de la solidarité (des soutiens aux sans-papiers). Alors, quelle que soit l'importance de ces moments de débat politique que sont les élections, l'alternative pour les exploités ne saurait s'y construire. Elle se construit dans les résistances et mobilisations collectives, sociales et politiques, dans l'organisation d'une solidarité de classe qui ne se plie pas aux normes du droit bourgeois. Elle doit être forte, par exemple, des révoltes de la jeunesse des quartiers contre l'Etat. Mais la révolte seule ne construit pas un rapport de force. La bourgeoisie, par la manière dont elle se prépare à faire face à nos révoltes, nous montre qu'il nous faut mettre la barre plus haute en termes de conscience et d'organisation, pour lui faire face, et encore plus pour la vaincre.

Nous disons que **la réponse, c'est une Organisation Communiste, une organisation indépendante de l'idéologie et de la politique de la bourgeoisie.** Seule une telle organisation peut permettre aux exploités de faire face, unis, nationalement et internationalement, à la guerre idéologique, politique, sociale et sécuritaire de la bourgeoisie. Seule une telle organisation peut faire que la révolte des exploités les engage dans la construction d'un autre monde, le socialisme, qui ne sortira jamais des urnes. C'est là une entreprise de longue haleine. Mais là est notre avenir. Et il se construit dès aujourd'hui.

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

DÉCLARATION DE L'OCML VP-PARTISAN SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

En novembre 2007, les travailleurs du rail, les étudiants, et bien d'autres travailleurs, se sont dressés **CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT MIS EN PLACE PAR SARKOZY, GOUVERNEMENT DE LA BOURGEOISIE**, en qui celle-ci a mis ses espoirs de «réformes». Chacune de ces réformes est une attaque directe contre les conditions de vie et de travail, contre les droits de tous les travailleurs et travailleuses, français ou immigrés, en règle ou pas. Ces luttes, malgré leur grande détermination, n'ont pas empêché la poursuite des attaques, car les directions des grandes confédérations syndicales étaient acquiescentes pour l'essentiel à un abandon des revendications des travailleurs. Ces trahisons n'ont fait que grossir la colère parmi les exploités. Et **CE MÉCONTENTEMENT VA S'EXPRIMER DANS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES**, dont les résultats seront un désaveu populaire de la politique capitaliste.

Le gouvernement et le PS veulent faire de ces élections un enjeu politique national. Celui de l'approbation ou de la sanction de la politique suivie actuellement sous la direction de Sarkozy.

Les élections municipales ont aussi un enjeu local. Elles permettent un renouvellement du personnel politique qui gère l'échelon le plus décentralisé de l'Etat bourgeois, celui auquel dans le quotidien les travailleurs exploités ont le plus à faire en matière de logement, de santé, de scolarisation des enfants, de formalités administratives... **MAIS LES POLITIQUES MUNICIPALES NE FONT, AU MIEUX, QUE GÉRER LA MISÈRE SOCIALE**. Pour qu'il en soit autrement, il faut prendre le pouvoir d'Etat et engager des changements politiques et économiques fondamentaux.

LE PS CHERCHE À CAPITALISER LES MÉCONTENTEMENTS qui s'expriment contre la politique de Sarkozy, et dont les mobilisations d'octobre et de novembre ont montré l'ampleur. Le «tout sauf Sarkozy» lui permettrait de masquer son accord de fond avec les mesures du gouvernement, et qui correspondent aux intérêts fondamentaux de la bourgeoisie française : accord sur la remise en cause des régimes spéciaux, accord sur la flexi-sécurité, accord sur le contrôle de l'immigration et le refus de la régularisation de tous les sans-papiers, etc. Il n'en rejette que la forme trop brutale. Un désaveu de la politique gouvernementale au bénéfice du PS ne sera donc pas une victoire des travailleurs.

La conquête de municipalités assurerait au PS la possibilité, non seulement d'y placer des hommes et des femmes qui géneront, mais aussi de développer des relations de clientèle qui lui permettront de renforcer son influence politique. De même, le **PCF MAINTIEN SON INFLUENCE NATIONALE PAR SON ENRACINEMENT MUNICIPAL**. Et c'est cet enracinement que le PS entend maintenant lui ravir.

La course aux postes municipaux ne touche pas que les partis réformistes

patentés de la bourgeoisie. **LO S'INSCRIT ACTUELLEMENT DANS LE «TOUT SAUF SARKOZY»**, et s'implique dans des alliances électorales avec le PS, d'autre fois avec le PC, dont on ne voit pas quel pourrait être l'intérêt pour les travailleurs. Après son revers aux présidentielles, elle cherche à conquérir une notoriété municipale.

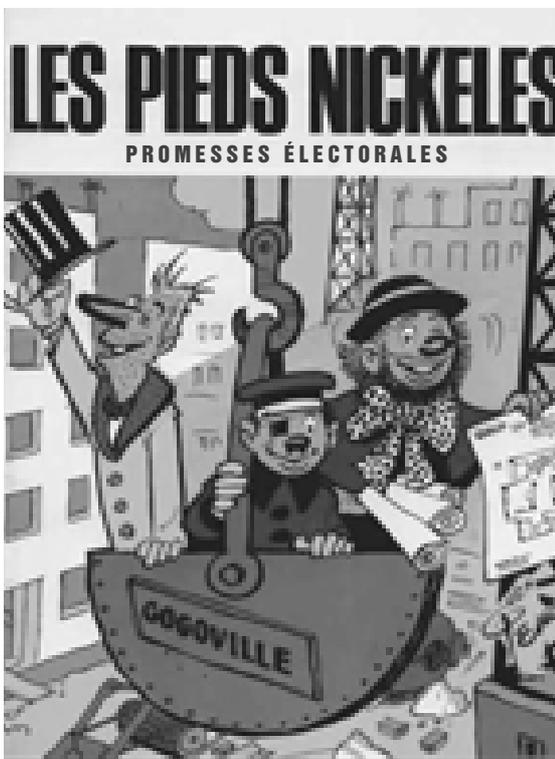
LA LCR, DE SON CÔTÉ, VA FAIRE DE CETTE ÉCHÉANCE ÉLECTORALE, UN MOMENT, UN TEST DANS LA CONSTRUCTION DU PARTI ANTI-CAPITALISTE dont elle a décidé la fondation. Ce parti serait le cadre fédérateur des luttes contre le gouvernement. Le caractère de celui-ci devient, avec le souci de rassembler large, de plus en plus flou quant à sa perspective, avec l'abandon de toute référence au communisme.

POUR NOUS, la montée des luttes des travailleurs, contre les licenciements, pour les salaires, pour les droits, pour les papiers, restera sans débouché politique décisif tant que la construction d'une nouvelle et vraie organisation communiste, avec une orientation claire, et pas seulement anti-capitaliste, ne sera pas plus avancée. La conquête de positions dans un appareil municipal sans programme révolutionnaire clair ne peut qu'encourager les tentations réformistes et les compromissions politiques.

NOUS, MILITANTS DE VOIE PROLÉTARIENNE, nous ne nous désintéressons pas de cette échéance électorale. Nous y dénonçons, non seulement la politique du gouvernement, mais aussi les politiques municipales qui se prétendent de gauche, et qui tournent le dos aux intérêts des travailleurs en matière de logement, de scolarisation des enfants, de santé, de solidarité (en particulier avec les travailleurs sans-papiers).

Dans ces conditions, au sujet de ces élections, **NOUS DISONS** :

Un désaveu du gouvernement et de sa politique va s'y exprimer au niveau de masse.



Nous n'avons pourtant pas à prendre parti pour le PS, dans l'enjeu «national» qui l'oppose à l'UMP. Dans la configuration d'un duel UMP/PS, nous appelons à l'abstention.

L'alliance électorale entre des organisations d'extrême-gauche et des partis de «gauche» ne constitue pas un gauchissement de cette alliance, mais bien un accord électoral sans principes en vue de gagner des sièges. Nous n'appelons pas à voter pour ces alliances sur la base du cri-

tère d'une présence de militants d'extrême-gauche sur ces listes.

De manière défensive, et compte tenu de l'impact des politiques municipales sur la vie immédiate des travailleurs et des ouvriers, nous appelons à soutenir les listes qui ont manifesté dans le passé un engagement ou qui s'engagent sur :

- Le soutien aux travailleurs en lutte ;
- Le soutien à la régularisation de tous les sans-papiers ;
- La défense du droit des travailleurs

immigrés à vivre en famille ici et la facilitation de leurs démarches adminis-tratives ;

- Le développement des logements sociaux et le soutien aux luttes des mal-logés ;
- Le refus de pratiquer l'expulsion des squatters ;
- Le développement de centres de soins municipaux gratuits ;
- La lutte contre le travail précaire en titularisant les personnels municipaux sous «contrats» ;
- Le refus d'instrumentaliser l'insécurité et d'encourager la présence policière et répressive dans les cités (voir les positions prises en novembre 2005).

NOUS ENCOURAGEONS LES TRAVAILLEURS et les militants à interroger les candidats qui sollicitent leurs suffrages sur ces engagements, et à ne les soutenir que sur la base d'un positionnement positif clair sur ces critères.

NOUS AFFIRMONS, que la seule vraie garantie quant à la défense des intérêts des travailleurs est leur capacité à **S'ORGANISER** pour les défendre, **DANS DES SYNDICATS OU DES ASSOCIATIONS**, pour autant que ceux-ci portent leurs intérêts vrais. Et, dans ces associations et ces syndicats, nous devons lutter pour qu'ils soient et qu'ils restent sur des positions de classe combatives. Et nous appelons à se joindre à nous pour mener plus largement ce combat.

NOUS AFFIRMONS AUCI que, pour y voir clair sur nos intérêts, sur nos perspectives, et pour ne plus être amenés à choisir toujours la politique du moindre mal, «le vote utile», nous devons construire une organisation qui porte les intérêts des exploités : **UNE ORGANISATION OUVRIÈRE COMMUNISTE**. C'est à cela que VP travaille, et nous convions ceux qui restent insatisfaits de ces faux choix, à nous rejoindre.

L'OCML-VP
le 10 février 2008

Le virage de Lutte Ouvrière

Début décembre, LO a annoncé qu'elle recherchait l'union avec les partis de Gauche pour les élections municipales. L'union avec le PCF, avec le PS ! Début février, on apprend que LO «suspend» sa minorité, la fraction L'Étincelle, c'est-à-dire l'exclut jusqu'au prochain congrès qui statuera en décembre. Ces deux faits sont directement liés puisque les membres de la «mino» étaient contre le ralliement à la Gauche. Nous avons lu les communiqués, nous avons rencontré des militants de LO, pour essayer de mieux comprendre, mais nous nous en tiendrons à ce qui a été écrit : les communiqués et les articles. Ce virage de LO, d'où ça vient, et où ça va ?

Les dirigeants de LO nient qu'il y ait un virage... tout en le justifiant par le fait que la Gauche n'est pas au pouvoir, et que la Droite attaque tous azimuts. Les membres de la mino parlent, eux, de «virage à 180°». On était habitués en effet à ce que LO se présente comme une alternative à la Gauche, une organisation qui défend vraiment les travailleurs et ne leur sert pas des fausses promesses comme le PCF ou le PS.

LE VIRAGE. Pourtant, est-ce vraiment du 180° ? LO a toujours présenté la Gauche comme moins pire que la Droite. Il fallait empêcher la Droite de réaliser son programme, et obliger la

Gauche à tenir ses promesses. Alors que la Droite sait elle aussi faire des promesses électorales aux travailleurs (Chirac : réduire la fracture sociale ; Sarkozy : augmenter le pouvoir d'achat). Et que la Gauche est pire que la Droite sur un point qui est sa spécialité : démobiliser les travailleurs, leur faire accepter le capitalisme comme incontournable, leur faire croire que leur situation peut s'arranger sans luttes et sans révolution.

Il est vrai que, même à moins de 180°, le changement est spectaculaire. Les militants de LO, nous apprend la mino, sont volontaires aujourd'hui pour s'engager à voter tous les budgets municipaux d'une coalition de Gauche pendant six ans*. Ils font du porte à porte pour dire «voter PS». C'est sans précédent. Et pourtant, le soir même du premier tour des

présidentielles, Arlette appelait à voter Ségolène Royal : il y avait déjà quelque chose qui clochait. Et ce quelque chose n'est pas fondamentalement nouveau.

AUX ORIGINES : 1995. Pour comprendre un phénomène, il faut voir d'où il vient. Pour les membres de LO, tout tourne autour de 1995. En 1991, c'est la fin de l'URSS. Malgré Gorbatchev, malgré Eltsine, les dirigeants de LO (la majo) continuaient à parler d'Etat ouvrier dégénéré. Dire le contraire serait, selon eux, tomber dans l'anti-communisme et l'anti-trotskisme. La mino n'est pas d'accord. Elle devient fraction, semi-exclue, en 1996. Il y a un rapport entre (suite page suivante)

Histoire

LE VIRAGE DE LO (suite de la page précédente)

L'URSS et des élections municipales : si la Russie est un Etat ouvrier dégénéré, les partis de Gauche sont des partis «ouvriers dégénérés»...

1995, c'est aussi de bons résultats électoraux pour LO, et la proposition faite par Arlette de créer un nouveau parti des travailleurs. Des réunions politiques, ouvertes et intéressantes, ont lieu, avec des débats sur l'impérialisme, sur la question du parti... Mais très vite, la direction de LO donne l'ordre d'arrêter ces réunions. Un bilan négatif est tiré, la proposition de nouveau parti est abandonnée. L'analyse selon laquelle les travailleurs sont passifs et démoralisés est maintenue, alors même qu'en novembre-décembre, un mouvement de lutte sans précédent depuis 1968 secoue le pays !

LES PERSPECTIVES. Il n'est pas impossible, alors, que LO ait des discours très critiques contre le PCF et le PS après les élections, pour compenser les compromissions. C'est ce qui est désigné sous l'expression «garder sa liberté de parole». Mais l'essentiel pour nos partis de «Gauche», ce sont les places et les moyens qui vont avec. A partir du moment où vous ramenez des voix et où vous votez le budget, on vous accorde les paroles qui s'envolent...

La mino de LO, exclue au moins jusqu'en décembre, ne se voit pas se rapprocher de la LCR dans sa construction d'un grand parti anti-capitaliste. A ses yeux, les deux organisations, LO comme LCR, opèrent une dérive à droite, chacune à sa manière. La manière de la LCR c'est l'abandon du principe de dictature du prolétariat il y a peu, abandon de la référence exclusive au trotskisme et au communisme maintenant.

Quant à nous, à VP, nous disons à tous les travailleurs et militants que nous connaissons et qui considèrent les militants de LO comme de bons militants combattifs : il ne suffit pas d'être étonnés par la tactique politique de LO, il faut comprendre. Il faut creuser, et bien au-delà de 1995. La notion de partis de Gauche – partis ouvriers, renvoie à l'URSS et à un culte de l'Etat : ce qui est nationalisé serait socialiste. La manière d'opérer un virage a son importance aussi : est-ce que l'ordre vient d'en-haut ? Quel est le lien entre le parti et les travailleurs ?

La manière de faire de la politique aujourd'hui est conforme au programme que l'on a pour demain. «Vers quelle révolution ? » : tel est le sous-titre de notre brochure dont le titre est «Critique de Lutte Ouvrière». C'est le moment de la relire !

* Comme à Wattrelos ; voir Lettre au CC de LO, par la Fraction, le 28 janvier 2008

Le 20-21 septembre 1960, le Parti Ouvrier français (l'un des premiers partis ouvriers de France) tient son XVIII^e Congrès national à Ivry (aujourd'hui dans le 94). C'est l'heure des bilans, c'est l'heure des résolutions. Les 287 délégués auront à se prononcer sur la politique communale et, face à tous les opportunistes, à définir une orientation de lutte de classe. Nous donnons ici quelques extraits des travaux du Congrès

SOCIALISME COMMUNAL ?

Considérant qu'il ne saurait y avoir de socialisme en dehors de la disparition du régime capitaliste, le socialisme n'étant et ne pouvant être que la reprise par la société de tous les moyens de production et leur mise en valeur directement par elle;

Considérant que les communes, même conquises par le prolétariat organisé, sont prisonnières du milieu et de la légalité capitaliste, qui leur interdisent de toucher à la source exclusive de la misère et de la servitude ouvrière, l'appropriation privée de la matière et des instruments de travail;

Considérant que la transformation en services municipaux de certaines industries a si peu de portée socialiste qu'elle est pratiquée couramment par les municipalités les plus bourgeoises comme celle de Glasgow;

Considérant, enfin, qu'il serait dangereux, par l'emploi d'un terme impropre, d'éveiller dans le prolétariat des espérances impossibles à réaliser sur le terrain communal;

LE CONGRÈS DÉCLARE : IL N'Y A PAS ET NE SAURAIT Y AVOIR DE SOCIALISME COMMUNAL.

Tout ce que peuvent et doivent faire par conséquent les municipalités arrachées à la bourgeoisie par le Parti socialiste, c'est armer la classe ouvrière pour la lutte défensive et offensive à laquelle elle est condamnée, en mettant à la charge de la commune, les enfants, les vieillards et les invalides du travail ; en réalisant, en un mot, les améliorations de détail qui peuvent augmenter la liberté d'action des travailleurs, toutes mesures qui laissent subsister les classes et leur antagonisme, l'exploitation de la classe qui produit sans posséder par la classe qui possède sans produire.

CONQUÊTE DES POUVOIRS PUBLICS. Le XVIII^e Congrès du Parti Ouvrier français rappelle que, par conquête des pouvoirs publics, il faut entendre l'expropriation politique de la classe capitaliste, que cette expropriation ait lieu pacifiquement ou violemment.

Elle ne laisse place par suite, en régime bourgeois, qu'à l'occupation des positions électives dont le parti peut s'emparer au moyen de ses propres forces, c'est-à-dire des travailleurs organisés en parti de classe, et interdit nécessairement toute participation socialiste aux gouvernements bourgeois contre lesquels les socialistes doivent rester à l'état d'opposition irréductible.

Le Congrès rappelle également que, pour les mêmes raisons, la lutte de classe interdit toute espèce d'alliance avec une fraction quelconque de la classe ennemie •

LETTRÉ DE LA FRACTION L'ÉTINCELLE AU CC DE LO 28-01-2008

EXTRAIT

Ainsi l'organisation en est à prôner «l'union de la gauche», dans les élections, prête à former une majorité de «gouvernement» avec elle ? Bien sûr, il ne s'agit que de gouvernement municipal aujourd'hui ? Mais, même si ce n'est que le gouvernement municipal, dans les grandes villes il a bien déjà quelques pouvoirs (y compris de nuisance vis-à-vis des classes populaires). Et demain ? Une fois que nous aurons mis le pied dans des dizaines (des centaines ?) de majorités municipales d'union de la gauche, quelle sera donc la suite ? Il est frappant que toutes les conditions mises aujourd'hui en avant pour justifier cette union de toutes les forces de gauche seront toujours d'actualité dans les années à venir : pour les régionales en 2009, pour les européennes en 2010, voire les législatives en 2012. Alors comme aujourd'hui, pour avoir des élus, vu des règles de scrutin encore plus défavorables aux petits partis, il ne sera pas moins nécessaire (encore plus même qu'aux municipales) de se placer sur des listes de gauche et non de constituer des listes d'extrême-gauche. Alors, la gauche ne sera toujours pas au gouvernement mais dans l'opposition. Alors donc, il serait logique que la politique de LO d'union de la gauche se poursuive. Nous soutiendrait-on alors que, malgré tout et malgré toutes les trahisons passées et à venir de cette gauche, il vaut mieux un conseil régional de gauche que de droite, voire un parlement européen, voire un parlement tout court,

voire finalement un gouvernement ? C'est la banale thèse de tous, Verts, PCF et autres, pour justifier leur subordination au PS •

CRITIQUE DE LUTTE OUVRIÈRE VERS QUELLE REVOLUTION ? BROCHURE DE VOIE PROLETARIENNE EXTRAIT PAGE 48

LO reproduit en son sein ce que nous connaissons tous les jours : la division capitaliste du travail, basée sur une place différente dans le rapport au savoir et dans le pouvoir de décision. Ces rapports internes à l'organisation sont là aussi cohérents avec la conception de la marche à la révolution. LO n'a pas besoin de militants ou de cellules de base qui cherchent à contribuer à l'élaboration du programme, à mener bataille dans et hors l'organisation. LO a besoin de techniciens des luttes qui drainent la confiance des masses vers un centre dirigeant. C'est également cohérent avec l'analyse du capitalisme et de la dictature du prolétariat : si les transformations révolutionnaires viennent d'en-haut, avec des masses qui suivent, approuvent et font confiance, cela suppose les mêmes rapports au sein de l'organisation dans l'élaboration de la ligne et dans la conduite de l'organisation.

Côté construction du socialisme, LO ne sait pas l'importance et la place de l'initiative des masses, de leur propre progression à travers échecs, reculs, bilans et nouvelles avancées. (...) Côté organisation, LO est incapable de centraliser la richesse de ses militants, de profiter de la variété des expériences et des points de vue, de saisir l'intérêt d'une critique ou même d'envisager une divergence en son sein •

Régularisation de tous les sans-papiers

C'est un combat de classe !

Les sans-papiers qui travaillent et les syndicats qui sont avec eux, veulent leur régularisation au motif qu'ils travaillent, qu'ils payent leurs impôts, etc... De là à légitimer leur régularisation par le fait qu'ils permettent à leurs patrons de faire des profits, ou à l'économie nationale de bien tourner, il n'y a qu'un pas ! Un pas que VP-Partisan ne franchira sûrement pas !

Oui, il faut mettre en avant que les sans-papiers travaillent, sans oublier que beaucoup voudraient travailler et ne trouvent pas de boulot. Mais c'est pour mettre en avant que les capitalistes les exploitent, qu'ils se servent d'eux comme d'une variable d'ajustement, qu'ils veulent les choisir en fonction de critères de rentabilité qui n'ont rien à voir avec leurs intérêts de travailleurs. Les dernières dispositions législatives ne promulguent en aucun cas la régularisation des sans-papiers qui travaillent ! Elles ouvrent la possibilité de régularisations au cas par cas, dans le cadre d'un dispositif exceptionnel strictement encadré par des conditions extrêmement redoutables. La question du travail des immigrés est sur le tapis, et c'est tant mieux. Il faut nous en saisir pour bousculer tous les cadres de l'immigration choisie mis en place par le gouvernement !

Les sans-papiers qui travaillent doivent être régularisés au

nom du droit à l'égalité des droits de tous les travailleurs, et pas parce qu'ils sont utiles à leurs patrons, et pas parce qu'ils acceptent les sales boulots dont les autres ne veulent pas. C'est ce qu'il faut marteler dans notre propagande auprès de tous les travailleurs, car on doit combattre le chauvinisme et le racisme jusque dans nos rangs.

Les listes de métiers dits «en tension», c'est à dire ouverts aux étrangers, doivent être supprimées. Nous ne devons pas accepter que les travailleurs immigrés soient assignés à des postes de travail choisis en fonction de l'intérêt du patronat et de critères racistes. Nous ne devons pas accepter pareilles dispositions qui divisent la classe ouvrière et traitent des travailleurs comme des pions.

Qu'ils travaillent ou non, tous les sans-papiers doivent être régularisés au nom de leur liberté de circulation !

Quand les pays impérialistes pillent et dominent le monde, quand ils envoient partout leurs soldats et leurs humanitaires pour protéger les sources de leur richesse, les travailleurs et les peuples ont tout intérêt à se serrer les coudes ! Développons l'esprit et les actions internationalistes ! Développons l'unité dans notre camp !

MADI EXPULSÉ !

Malgré une campagne conjointe de militants de l'Union Locale CGT de Massy, du Collectif 69 de soutien aux sans-papiers, de la commission immigration de l'Union Départementale CGT et de syndicats de boîtes, Madi Diebakate, ancien salarié et gréviste de Buffalo Grill a été embarqué de force dans un avion pour le Mali, via Casablanca, après avoir été

menacé d'être menotté s'il résistait. « Je suis un travailleur, et ils me traitent comme un délinquant », nous avait-il dit au parloir du centre de rétention de l'aéroport de Lyon/Saint-Exupéry, une dizaine de jours auparavant.

Depuis son arrestation chez des amis dans une petite ville de l'Allier au début de janvier, tandis que Madi résistait tant bien que mal aux conditions épouvantables du

centre de rétention de Lyon/Saint-Exupéry, les militants du Collectif 69 de soutien aux demandeurs d'asile et sans-papiers prévenus par le MRAP entraient en contact avec l'UL-CGT de Massy et la commission immigration de l'UD-CGT du Rhône, puis les contacts furent quotidiens pour tâcher de faire libérer Madi. Fax à l'ambassade du Mali, à la préfecture de l'Allier et au ministère d'Hortefeux

La politique française de l'immigration

I • DES ORIGINES À LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Étudier l'histoire de l'immigration en France permet de contrer les discours qui nous la présentent comme un fléau, une « invasion » de gens qui « prennent notre travail ». En fait le recours à de la main d'œuvre étrangère est indispensable et inhérent au développement du système capitaliste. C'est d'ailleurs ce que reconnaissent explicitement Sarkozy et les socialistes (voir *Partisan* 216) en distillant cette idée que la France doit choisir les immigrés qu'elle veut accueillir. Le gouvernement veut gérer les flux de main d'œuvre en fonction des besoins des différents secteurs.

LES CIRCONSTANCES DE SON DÉVELOPPEMENT.

Du début du XIX^e siècle jusqu'aux alentours de 1880, l'immigration est surtout une immigration de « voisinage ». Les ressortissants de pays voisins s'installent essentiellement dans les départements limitrophes ; parfois ils vont plus loin dans les grandes villes (les Belges dans le Nord et la Picardie, les Allemands et Luxembourgeois dans l'Est, les Italiens dans les Alpes et la Provence-Cote d'Azur, les Espagnols dans le Sud-ouest). C'est une immigration de métiers, principalement spontanée et auto-organisée grâce à des relais familiaux, professionnels ou communautaires. C'est une variante internationale des migrations régionales de métier tels les maçons limousins, les domestiques bretonnes... Les grandes sociétés métallurgiques qui importent des nouvelles technologies et investissent emploi des ouvriers très qualifiés (Anglais, Belges et surtout Allemands) et pratiquent une politique paternaliste (logements familiaux) afin de fidéliser cette main d'œuvre.

LES PATRONS DE LA MÉTALLURGIE METTENT EN PLACE LE SYSTÈME DU TRAVAIL MIGRANT.

A partir des années 1880, ces sociétés minières et métallurgiques, particulièrement en Lorraine, sont obligées de pratiquer un nouveau mode de gestion de la force de travail car :

- Les lois de protection des femmes et enfants empêchent, quand elles sont appliquées, le patronat d'exploiter ceux-ci. C'est surtout la scolarisation obligatoire (1880-1882) qui mettra un frein au travail des enfants ;
- Les procès de travail nécessitent la concentration d'une très grande main d'œuvre



Ouvriers nord-africains, africains et asiatiques, au Havre, en 1931

travaillant jour et nuit sur le même site ;

• La classe ouvrière s'organise de plus en plus et le patronat qui cherche à sauvegarder l'équilibre de classe existant, ne peut pas se permettre de laisser faire l'exode rural (qui pourrait pourtant répondre à la demande de main d'œuvre dans ses usines) car politiquement le gouvernement sait que les députés des régions rurales réagiraient, ce qui déstabiliserait sa politique.

Les De Wendel et Schneider, à l'instar des pratiques expérimentées par des sociétés allemandes et belgo-luxembourgeoises recrutent des jeunes célibataires ou mariés sans famille, collectivement à grande distance, organisent des contrats et des séjours à temps limité avec retour dans le pays d'origine à la fin du contrat ou après un ou deux renouvellements. Henri De Wendel pense « qu'un appel massif à la main d'œuvre italienne serait à la fois une astuce politique et une bonne affaire ». « Leur arrivée diminuera à la fois les désirs d'augmentation de salaires des ouvriers lorrains qui se rendent compte du besoin que les Wendel ont d'eux, et le recours à la main d'œuvre allemande qualifiée et qui coûte plus cher »

LE PATRONAT S'ORGANISE COLLECTIVEMENT POUR RECRUTER. Après la période de crise économique de la fin du XIX^e siècle, le patronat a freiné l'entrée de travailleurs étrangers et le gouvernement a agi pour

protéger « la main d'œuvre nationale ».

Avec la reprise ce sont les syndicats patronaux qui vont se charger de recruter et notamment dans les colonies, où l'introduction de la division sociale du travail et de l'industrialisation a détruit progressivement les économies pré capitalistes et créé une « armée de réserve » de chômeurs. En Algérie, après « a pacification » (1850-1871), l'introduction du droit européen de la propriété et de l'impôt, après les expropriations de terres qui ont disloqué brutalement les communautés paysannes sans possibilité de reconversion et les famines, dues au démantèlement de l'artisanat local par l'introduction des produits des fabriques, l'économie précoloniale a été détruite. Les patrons des savonneries de Marseille seront parmi les premiers à embaucher des travailleurs algériens vers 1910-1911. En 1912, on recense environ 5000 algériens répartis dans les docks de Marseille, dans les mines et manufactures du Pas de Calais, aux chantiers du métro, de la Compagnie Omnibus, dans les Raffineries Say de la région parisienne.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE CRÉE LES CONDITIONS DU RECOURS AU TRAVAIL MIGRANT À UNE ÉCHELLE NETTEMENT SUPÉRIEURE. L'Etat impérialiste français qui s'est engagé dans la boucherie inter impérialiste de 14-18 va recruter des femmes et importer des tra-

vailleurs étrangers et originaires des colonies pour les mettre au service de l'industrie de guerre. Cette intervention de l'Etat permettra le rodage de techniques et de réseaux de recrutement qui seront ensuite repris par le patronat après la guerre. Il regroupe les offres d'emplois, recrute, transporte et place les travailleurs, prenant en charge toutes les démarches administratives et sanitaires (vaccinations). Dès 1915, le ministère de l'Agriculture met en place « l'office de la main d'œuvre agricole » pour ses propres besoins. En 1916, le ministère de la Guerre crée le « service des travailleurs coloniaux » (STC). Il recrute 80 000 Algériens, 54 000 Marocains et Tunisiens. Plus 100 000 autres travailleurs en Grèce, au Portugal et en Espagne. L'Etat français enverra par la même occasion un bon nombre de ces immigrés mourir « au champ d'honneur ».

Après la guerre, pour pallier à l'hémorragie de main d'œuvre (un million et demi de morts et un million de mutilés), l'Etat continue cette politique mais aussi pour maintenir les alliances de classe et maintenir « la paix rurale » en limitant l'exode de la main d'œuvre rurale vers l'industrie (exode stabilisé autour de 55 000 par an en 1951). Les STC sont débauchés et renvoyés dans leurs pays mais le recrutement collectif à distance se poursuit notamment au Vietnam, en Chine et en Corée. C'est ainsi qu'un certain

Nguyễn Ai-Quốc (Hô Chi Minh) et Chou En-Lai travailleront en France.

L'ENTRE DEUX GUERRES : LE PATRONAT ACCROÎT L'IMMIGRATION.

Pour faire face à la concurrence des sociétés privées de recrutement qui se créent dès 1920 et qui proposent à la carte des Espagnols, Kabyles Marocains, les patrons des grandes industries et de l'agriculture se regroupent en 1924, dans un organisme commun de recrutement : la société générale d'immigration (SGI) afin de se coordonner et d'éviter entre eux les «concurrences malsaines» autour du «gisement» de main d'œuvre étrangère et coloniale. Ils font appel principalement à des célibataires, italiens, espagnols, polonais, proches culturellement donc facilement intégrables. L'Etat naturalise très facilement car le taux de natalité est faible. Mais « le patronat des mines et de la sidérurgie recrute et achemine par trains spéciaux des centaines de familles polonaises avec leurs instituteurs, leurs prêtres et leurs religieuses », ce qui lui permet d'économiser les coûts liés à la reproduction de la force de travail. De 1920 à 1951, le taux d'arrivée de travailleurs immigrés est le plus fort que la France ait connu. Un quart dans l'agriculture (saisonniers inclus), un cinquième dans le bâtiment et les travaux publics, un sixième dans les mines, un douzième dans la métallurgie.

L'HYPOCRISIE DE L'ETAT.

En période de crise l'Etat fait mine de réguler l'immigration mais comme le patronat ne peut se passer de cette main d'œuvre bon marché, la plupart des décrets ou lois ne sont pas appliqués (voir *Partisan* 216, «Pourquoi tant de lois sur l'immigration ?»). En 1952, suite à la crise économique, l'Etat promulgue une loi dite « de protection de la main d'œuvre nationale » qui établit des quotas par entreprises, catégories socioprofessionnelles, secteurs industriel ou commercial, par régions, par profession. En fait cette loi n'a jamais été appliquée et si la population active étrangère diminue d'environ 15% entre 1951 et 1956 c'est le fait d'une régulation entre les décès, les naturalisations, les entrées, départs volontaires après licenciements. Ces lois, comme la propagande anti-immigrée, ne servent qu'à désigner le travailleur immigré comme un concurrent aux yeux du travailleur français, donc un problème à « évacuer ». Ceux qui luttent et ont une conscience politique sont évacués manu militari des manifestations et expulsés en priorité.

Alexandra

Deuxième partie dans notre prochain numéro

furent envoyés par les syndicats de boîte et les associations lyonnaises. Nous rendîmes visite à Madi au centre de rétention. Rassemblement et conférence de presse devant le Buffalo-Grill de Mions, un patelin de l'Est lyonnais, conférence de presse et interventions auprès des préfetures dans la région parisienne et l'Allier aussi. Au cours de cette semaine de mobilisation, les flics tentent d'embarquer Madi de force et échouent grâce au refus du commandant de bord qui trouve le laissez-passer louche. Madi est muté du centre de rétention de Lyon/Saint-Exupéry vers celui de Mesnil-Amelot. Un jugement a

lieu concernant la deuxième prolongation de rétention : le Consulat du Mali a 5 jours pour délivrer un laissez passer. Passé ce délai, Madi doit être libéré. Suite à ce jugement, nous avons relancé la campagne de pétitions pour faire pression sur le Consulat du Mali pour qu'il ne délivre pas de laissez passer. Cinq jours, cela correspondait au jour fixé pour la conférence de presse. Le matin de la conférence de presse, nous étions une trentaine, rassemblés devant le Buffalo grill de Mions, Madi était toujours au centre de rétention de Mesnil-Amelot. Le délai allait se terminer à 17h50. Dans l'après-midi, nous

apprenions que Madi était de nouveau conduit à l'avion. Malgré les interventions de militants des collectifs parisiens auprès de juges et policiers de l'aéroport pour faire libérer notre camarade à 17h50, Madi est mis dans un avion pour Casablanca qui ne décollera qu'à 18h50. Aucun rassemblement n'avait été prévu à l'aéroport pour tenter d'empêcher l'expulsion, ni organisé en urgence dans l'après-midi. Peut-être une omission qui a pesé lourd dans notre échec... La preuve est une nouvelle fois faite de l'acharnement des autorités à réussir leurs opérations d'expulsions !

UN APPEL AUX PATRONS ?

Malgré cet échec, la lutte pour la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers doit continuer. C'est un combat de classe que nous avons à mener, et contrairement à ce qu'ont défendu certains militants de la CGT, avec lesquels nous étions par ailleurs au coude à coude dans cette campagne, la liste des métiers donnant droit à régularisation n'est pas une ouverture ou une brèche dans laquelle s'en-gouffrer ! C'est une liste empoisonnée, instillant le venin de la division entre travailleurs. Ce n'est pas un appel aux patrons qu'il faut lancer, mais un appel à

tous les travailleurs à dénoncer et combattre par tous les moyens l'abomination des centres de rétention, zones de non-droit et de mauvais traitement pour les travailleurs sans-papiers et leur famille, un appel à exiger la libération et la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers, quelque soit leur métier et qu'ils aient des fiches de paye ou non !

Jesenska, à Lyon

On lira avec intérêt «Les travailleurs sans-papiers et les syndicats», compte-rendu polémique du meeting de Saint-Denis du 10 février, sur ouvalaegt.over-blog.com

Ces dernières années l'exploitation capitaliste s'est renforcée. Les ouvriers, les salariés le ressentent et cherchent comment s'en sortir individuellement mais bien souvent aussi collectivement. La seule manière de s'en sortir est de se battre, de lutter, car dans la lutte de classe celui qui ne tente même pas de se battre est déjà écrasé, victime consentante du système. Ce qui ne veut pas dire qu'en se battant courageusement ce soit gagné d'avance. Normal, si le capitaliste veut vivre tran-

Grève aux Verreries de Gravelle

quillement de son vol de la plus-value du travail, il a intérêt que ce dernier marche au pas, travaille en silence, en bref qu'il la ferme et qu'il bosse... dur si possible. Quand ce n'est pas le cas, lorsque les salariés prétendent relever la tête, la répression frappe. Le patronat réprime le cœur léger d'autant que l'absence d'opposition centrale et massive s'accompagne d'une politique gouvernementale qui lui est particulièrement favorable.

Mettre fin à l'exploitation patronale

En octobre 2007, 250 salariés – jeunes pour la plupart – se mettent en grève aux Verreries du Havre (Tourres et Cie – Groupe Saverglass) suite aux propositions de leur direction en matière d'augmentation du pouvoir d'achat : • Paiement d'une partie des jours de repos cumulés ; • Répartition du 13^e mois de salaire sur les 12 mois de l'année ; • Remise en cause des 35 heures, etc. (Sarkozy développe la même politique).

Il faut savoir que les salaires avoisinent les 1500 euros net par mois pour des semaines de quart en 5x8 heures et des durées hebdomadaires de travail qui peuvent aller jusqu'à 56 heures !

Pour la petite histoire, les syndicats CFDT, FO et CGT de Saverglass, maison-mère de Tourres et Cie (située à Feuquières) viendront sur place, au Havre, pour diffuser un tract de soutien à... la direction en appelant les salariés du Havre «qui bloquent illégalement les entrées de l'usine du Havre, de renoncer à ces procédés, qui mettent en péril l'avenir de Tourres et Cie, du groupe et de ses filiales, et d'entrer véritablement en contact avec la direction».

Après une semaine de lutte – jours et nuits – avec piquet de grève au portail de l'usine et maigre résultat (vécu comme une victoire par l'ensemble des salariés): 50 centimes d'euro de revalorisation horaire (on ne touche plus aux 35 heures et au 13^e mois). C'est la première grève d'importance des syndicats CGT et CFDT du site et pour la plupart des jeunes grévistes, leur première action syndicale.

Un protocole de fin de conflit est signé et quelques semaines plus tard, de passage au Havre, Christine Lagarde, ministre de l'économie en profite pour remettre au pdg du groupe Saverglass, Loïc Quentin de Gromard, les insignes d'officier dans l'ordre national du mérite !

PROCÉDURE DE LICENCIEMENT. Le 19 décembre, huit salariés dont deux délégués CGT reçoivent chacun une lettre de la direction leur signifiant qu'elle envisage de procéder

à leur licenciement. Six salariés sont convoqués à des entretiens préalables les 2 et 3 janvier 2008. Ils sont tous placés en mise à pied à titre conservatoire et ne peuvent pénétrer dans l'enceinte de l'entreprise en attente de la décision à venir. Les fêtes de fin d'année sont pour ces camarades et leurs familles de durs moments à passer.

Malin, le pdg dispense les deux délégués de cette mise à pied pensant diviser les salariés de l'usine. Dans une note de service du même jour (19/12/07), le pdg explique : «Je souhaite entendre leurs explications à propos d'actes illégalement caractérisés commis lors du mouvement social de fin octobre 2007, visant en particulier à empêcher de nombreux salariés non grévistes qui voulaient travailler, de se rendre à leur travail».

Dans une autre note de service du 21 décembre, il est expliqué qu'«aucune autre procédure relative à des faits commis pendant cette période ne sera engagée pour d'autres collaborateurs. Ces procédures ont en effet été limitées aux faits et aux personnes pour lesquelles nous disposons des éléments les plus caractérisés.»

Là-aussi, c'est très malin. Dans une usine ou la peur règne, ou la moindre faute, la plus petite erreur est immédiatement sanctionnée, la mobilisation est très difficile. Les petits chefs relayant la bonne parole de la direction.

Le 2 janvier, jour des premiers entretiens préalables, les salariés de l'usine n'arrêtent pas le travail et seule, la présence de délégations syndicales extérieures assure la nécessaire solidarité militante.

Le 8 janvier 2008, les lettres de licenciement tombent pour les six salariés. Quatre pages de motivation pour fautes lourdes, le niveau supérieur du licenciement qui interdit toute indemnité de départ puisqu'il est supposé que les licenciés avaient la volonté de nuire à l'entreprise. «... Lors du mouvement social de fin octobre 2007, vous avez commis des actes illégaux totalement contraires à l'exercice normal du droit de grève, en particulier des actes d'entraves caractérisés à la liberté du travail des salariés non grévistes et à la libre circulation des personnes et des biens, ainsi



La solidarité avec les licenciés se manifeste aussi au Tribunal

que des véhicules, sur les voies d'accès à l'entreprise, à l'entrée comme à la sortie».

Suit une chronologie de faits reprochés et datés, constatés par huissier (une profession souvent utilisée dans la répression des luttes).

En fait, il leur est reproché d'avoir mené une grève active avec piquet de grève, ce qui se fait dans toute bonne grève que l'on souhaite gagner. Tant pis pour les non grévistes !

On leur reproche aussi une «mise en péril de la sécurité des personnes et des biens» (brasero à la porte de l'usine et gestion interne des entrées par les grévistes dans une usine à feu continu ne dépendant plus de la seule responsabilité de la direction et de ses cadres).

Un comité d'entreprise extraordinaire s'est tenu concernant les faits reprochés aux deux délégués inclus dans la procédure. L'inspection du travail remettra son avis – que tout le monde espère négatif – mais il ne semble que rien n'empêchera la direction de poursuivre cette procédure jusqu'au bout.

Depuis un des deux délégués inclus dans la procédure de licenciement a tenté de mettre fin à ses jours par pendaison au sein même de l'entreprise. Il ne pouvait supporter l'éventualité de son licenciement. Placé en observation à l'Hôpital du Havre, aujourd'hui ses jours ne sont plus en danger. La vraie délinquance se trouve là, chez ceux-là même qui exploitent et paient une misère des salariés les accablant au désespoir et les poussant trop souvent à mettre fin à leurs jours.

Un référé prud'homal a eu lieu le 31 jan-

vier pour statuer sur la validité des licenciements. En désaccord sur la décision à prendre, la formation de référé s'est mise en départage avec un juge professionnel le 8 février ; le résultat sera connu le 29 février prochain. Une décision de justice ordonnant leur réintégration serait apprécié par les licenciés, c'est une évidence mais peut-on y croire ?

CONSTRUIRE UNE RIPOSTE CENTRALISÉE.

Une action en justice, donc faute de mieux car il est clair que l'usine totalement arrêtée par les travailleurs aurait permis que la direction revoie sa copie, il n'en faut pas moins faire avec cette trouille et cette absence de continuité dans la lutte dont les principales causes sont à voir du côté du manque de perspectives et d'orientation de combat des structures confédérales nationales.

Mettre fin à cette répression qui frappe de nombreux camarades ne peut relever d'une seule volonté locale aussi forte soit-elle (et dans le cas des camarades de la Verrerie, ce n'est pas le cas, un minimum de syndicalistes participe aux actions de solidarité).

Il y a nécessité de montrer notre force en organisant une riposte centralisée nationalement et de manière interprofessionnelle. Ce sera un premier pas pour répondre aux attaques actuelles tant sur la «modernisation» du contrat de travail que sur le pouvoir d'achat. En menant cette riposte comme un véritable syndicat de classe et de masse devrait le faire, la réponse à la répression ira d'elle-même.

Les derniers propos de Laurence

Parisot, n°1 du Medef, interviewée par le journal *La Tribune* du 8 février 2008 devrait pourtant aider à cette mobilisation. Elle explique qu'il n'en est pas fini avec les attaques contre les travailleurs et la population laborieuse (notamment en matière de retraite et de durée du travail). *La Tribune* peut en conclure que le Medef est heureux. «Avec lui – Sarkozy – une bonne partie des revendications patronales sont en passe de devenir une réalité (...) Sur le plan social aussi, le Medef est sur un petit nuage. Le pays est entré dans un cycle de négociations sociales qui, in fine, devrait modifier le paysage dans le sens qu'il souhaite».

Si dans cette lutte permanente des classes, le patronat joue son rôle, en face, ce n'est pas le cas. Sans revenir sur les critiques des mouvements des trois derniers mois, il est apparu clairement que les différentes confédérations ont plutôt freiné l'action qu'ils ne l'ont accélérée. (Lire les différents numéros de *Partisan* ou lire les articles sur ouvalacgt.over-blog.com). Comme quoi les réunions unitaires des pôles de syndicalistes lutte de classes ont leur utilité dans la nécessaire réorganisation du syndicalisme et dans la construction d'une véritable orientation qui permette au syndicalisme de redevenir un outil utile aux travailleurs.

Serait-ce suffisant ? Non, certainement, mais là c'est le combat politique pour un Parti communiste et c'est une autre histoire.

Un militant CGT
lecteur de Partisan



Un verrier au travail



Le marxisme c'est pas soviétique !

«Travailler plus pour gagner plus», tel serait le nouvel art de vivre. Mais comment se fait-il que ceux qui se lèvent tôt, travaillent dur ont bien souvent des salaires qui leur permettent à peine (et parfois pas du tout) de faire face à leurs besoins. Paradoxalement, ceux qui gagnent plus (et même possèdent un capital immense) ne sont pas épuisés par leur propre travail. Ces rapports entre le Travail et le Capital sont à la base de l'exploitation que nous vivons tous. Mais pour abolir cette exploitation de l'homme par l'homme, nous devons comprendre les mécanismes de cette exploitation.

Salaire, prix et profit

1 SALAIRE ET PRIX

Quand ils sont employés par un capitaliste, les travailleurs reçoivent un salaire. Contre ce salaire, fixé par le contrat de travail, ils cèdent au patron le droit d'utiliser leur force de travail pendant 7, 8... voire 10 ou 12 heures par jour. Cette force de travail, manuel et intellectuel, si les travailleurs la vendent c'est qu'ils ne peuvent pas vendre autre chose, ils ne possèdent pas d'autres marchandises. La grande majorité des tra-

vailleurs ne possède pas, ou ne possède plus, de moyens de production (les outils, les machines...).

Le capitaliste acquiert donc, pour un temps donné, le droit de faire l'usage qu'il veut de la force de travail. Le salaire est donc le prix de la «force de travail», mais pas le prix de la totalité du temps travaillé. En fait, la journée de travail se divise en deux parties : l'une paie la force de travail, la seconde est du **travail gratuit**.

LE MONTANT DU SALAIRE ? La force de travail devenue marchandise a donc, comme toute marchandise, une valeur d'échange. Comment cette valeur est-elle déterminée, comment se calcule le salaire ? Comme celle des autres marchandises : **par le temps nécessaire pour la produire**. Mais quel est ce temps de travail nécessaire ?

La force de travail se produit et reproduit en mangeant, en se reposant, en s'habillant, en se formant, en se soignant, en se distrayant... Et pour satisfaire tous ces besoins, nous consommons des marchandises. On voit alors que la valeur de notre force de travail, c'est la somme des valeurs de tous les biens et services que nous devons consommer pour la reproduire. Le salaire doit donc couvrir les besoins suivants : le logement, la nourriture, l'habillement, les transports, l'enseignement et la formation, la santé, les distractions indispensables au repos et à la détente, l'éducation des enfants, etc...

Toutefois, le prix de la force de travail (le salaire) n'est pas fixé en fonction de nos besoins personnels ou de nos désirs. Ce prix est déterminé socialement, géographiquement et historiquement. Il existe donc des écarts, en plus ou en moins, entre le prix social de la force de travail et le salaire effectivement perçu par un travailleur, ou un groupe de travailleurs.

La valeur de la force de travail, c'est donc la quantité de travail contenue dans les marchandises nécessaires pour la reproduire. Son prix : c'est le salaire. Salaire qui est social et donc différent d'un lieu à un autre, d'une époque à une autre,...

2 SALAIRE ET PROFIT

Lorsqu'un patron achète la force de travail d'un ouvrier pour 8 heures, ce qui l'intéresse, c'est qu'il ne la paye que pour sa valeur, par exemple pour 4 heures. La différence entre ces 4 heures payées et les 8 heures produites, il va se l'approprier. Les 4 heures de salaire sont le prix de la force de travail, autrement dit la valeur des marchandises nécessaires à l'ouvrier pour reproduire sa force de travail.

COMMENT EST-CE POSSIBLE ? La force de travail humaine a une propriété, c'est de produire plus de richesses qu'elle n'en consomme pour se reproduire. La différence entre ce qu'elle produit et ce qu'elle consomme, c'est ce qu'on appelle le travail gratuit, ou surtravail. Et la quantité de valeur que représente ce surtravail, c'est la plus-value.

La plus-value est la source de tout le profit capitaliste. Elle est le fondement et le moteur du mode de production capitaliste. L'exploitation est justement là, dans le fait que le capitaliste s'approprie en toute «égalité» le surtravail produit par l'ouvrier. Il n'est pas besoin pour cela qu'il nous «vole» sur les salaires.

C'est donc sur la vente de la force de travail que repose l'exploitation capitaliste.

Souvent on entend parler d'un salaire «juste». Un salaire juste ce n'est que celui qui paye **toute la force de travail de l'ouvrier**. Se battre pour un salaire juste, qui permette de vivre et non pas de survivre, ne peut suffire. En rester là, c'est tout simplement admettre notre exploitation, puisque **l'exploitation se réalise quand la force de travail est payée à sa valeur**.

Le but des marxistes, des communistes, c'est de ne plus subir l'exploitation. Si nous voulons changer la société, transformer le monde, nous ne devons pas limiter nos exigences à ce qui est acceptable par ceux qui nous exploitent.

Les intérêts ouvriers fondamentalement sont contradictoires à la bonne santé du capital.

KARL MARX ET LA BATAILLE POUR LES SALAIRES

Il y a plus d'un siècle, des militants socialistes anglais appelaient les ouvriers à ne pas se battre pour les salaires car les augmentations seraient reprises par la hausse des prix. Marx montrera dans un fameux texte, «Salaire, prix et profit», que le seul effet d'une augmentation massive des salaires, c'est au contraire un rééquilibrage entre salaires et profits et un déplacement des investissements vers des secteurs utiles aux besoins sociaux.

Pourquoi ? Parce que la force de travail étant une marchandise, son coût (donc le salaire) est lui aussi déterminé fondamentalement par le coût de la reconstitution de la force de travail.

En fait le montant du salaire est lié au rapport de forces entre capital et travail...

Quel que soit le niveau de profit, le capitalisme cherchera toujours à faire **baisser** les salaires ! Et les travailleurs ont toujours intérêt à se battre pour **augmenter** les salaires !

ALORS ? TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS ?

Supposons que les patrons acceptent de payer les heures supplémentaires alors qu'on sait que dans beaucoup de secteurs, les patrons imposent ces heures supplémentaires sans jamais les payer ! Les revenus salariaux vont-ils augmenter pour autant ?

Si on suit le raisonnement de Marx, pas du tout ! En travaillant plus, l'entreprise va augmenter son chiffre d'affaires, donc la masse de ses profits au détriment de la masse salariale. Les quelques heures supplémentaires payées seront absorbées rapidement par la hausse des prix.

En résumé, quand un salarié travaille au même taux horaire, les profits augmentent, ce qui renforce le capital ! **La réponse des salariés doit être partout de se battre pour augmenter les salaires et pour réduire le temps de travail...**

Ce que nous propose Sarkozy est très simple : travaillez plus pour que les riches gagnent plus !

PREUVES CONCRÈTES ?

TRAVAILLER PLUS, POUR GAGNER MOINS. Avec la flexibilité, le sous-paiement des heures supplémentaires, le recul de l'âge de départ à la retraite (en augmentant le nombre d'années nécessaires), les salariés travaillent plus pour gagner moins. On compte déjà seize millions de bas salaires dans l'Union européenne. La «valeur travail» rapporte gros... aux capitalistes...

GAGNER TOUJOURS PLUS. En 2007, 77% des grands patrons d'entreprises françaises ont vu leur rémunération augmenter de 40% en 2007. C'est ce qui ressort d'une étude, du Hay Group, des comptes de 155 groupes. Ainsi, la rémunération annuelle des grands patrons du CAC 40 dépasse 6 millions d'euros (salaire de base, bonus et stock-options compris). Celle des dirigeants des sociétés les moins importantes du CAC 40 et des plus grosses de l'indice élargi SBF 120, atteint 2,6 millions d'euros.

Quant aux patrons des plus petites entreprises du SBF 120, leur rémunération atteint 882 000 euros.

SALAIRE ET RICHESSE. Durant les années 1960 et 1970, les salaires représentaient près des 75% du produit intérieur brut (PIB) en Europe. Depuis les années 1980, cette part n'a pratiquement pas cessé de reculer, pour atteindre 66,2% en 2006. La perte équivaut en moyenne à sept points de PIB par rapport à 1985. En France, les revenus du travail ne totalisaient plus que 55% du revenu disponible des ménages en 2005, contre 67% en 1978, alors même que la proportion de salariés a augmenté entre-temps de 85,6% de la population active occupée à 91,4%. Devinez qui gagne la différence ?

TRAVAILLER PLUS POUR MOURIR PLUS

Au Japon, le nombre de décès liés à un excès de travail a augmenté cette année. Une hausse de 7,6% par rapport à l'année précédente, vient d'indiquer le ministère nippon de la Santé. La pression s'est notamment accrue sur les épaules des jeunes employés intérimaires, de plus en plus nombreux.

Et en France ? Les salariés de Renault interrogés lors d'une expertise commandée après les trois suicides intervenus au Technocentre de Guyancourt (Yvelines), ont fait majoritairement état d'un dépassement massif du temps de travail. L'étude commandée par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) montre que 75% des salariés qui ont répondu au questionnaire ont déclaré avoir travaillé plus de 39 heures par semaine à raison de 9 à 12 heures par jour.

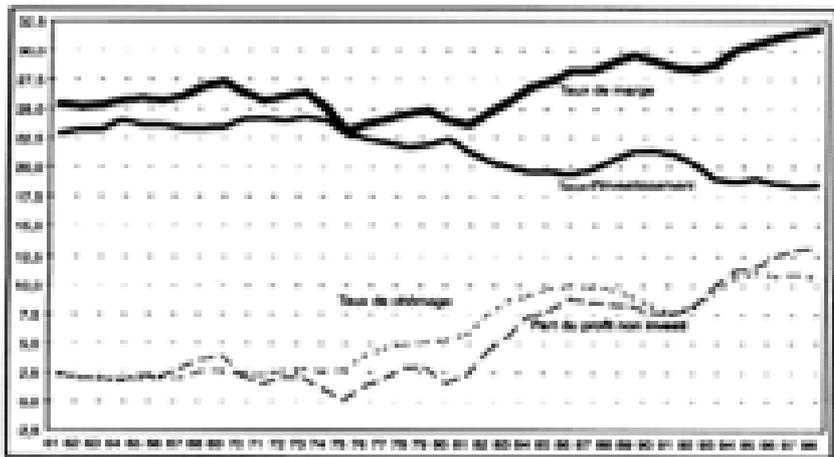
La section CGT de Citroën (PSA) Mulhouse, déclarait récemment :

«Aujourd'hui, en France, selon les chiffres officiels de l'Assurance maladie et du Ministère du Travail, le travail tue, blesse et rend malade, à raison de deux morts par jour dus à des accidents de travail, de huit morts par jour dus à l'amiante, de deux millions et demi de salariés exposés chaque jour dans leur travail à des cocktails de cancérigènes, de millions d'hommes et de femmes constamment poussés aux limites de ce qu'un être humain peut supporter, moralement et physiquement. Aux deux extrêmes de cette mise en danger délibérée de la santé psychique et physique des travailleurs, on trouve les suicides et les cancers.

La France vient en tête des pays dans lesquels le suicide est en croissance continue depuis 1977. Le nombre de suicides a atteint 11 000 par an en 2000, soit plus d'un par heure», indiquent les sociologues Christian Baudelot et Roger Establet. **GL**

* LUD CGT de Mulhouse vient de publier une brochure «Souffrances et suicides au travail : assez de vies bruyées !» A commander à l'UD ou à notre adresse

GRAPHIQUE 10. — PROFIT, INVESTISSEMENT, CHÔMAGE EN EUROPE



Source : OCDE

Allemagne

2007 : RECORD DE JOURS DE GRÈVE !

L'Allemagne a enregistré en 2007 un nombre de grévistes record depuis 1995, avec 580 000 jours de grève, soit presque autant qu'en 1995 (595 000 jours) selon une étude réalisée à la demande du quotidien Frankfurter Rundschau. Ce pays a été non seulement vanté ces dernières années pour son dynamisme économique mais aussi comme modèle de « concertation sociale ».

LA GRÈVE DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS a été de loin le conflit qui a conduit aux plus nombreux arrêts de travail. Au printemps, les salariés de Deutsche Telekom avaient fait grève pendant presque six semaines contre le projet de faire travailler plus et gagner moins les 50 000 employés externalisés dans une nouvelle filiale de services aux clients privés.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS s'est achevée début janvier par une augmentation 11% sur 2 ans après dix mois de conflit. Le nombre d'employés des chemins de fer a été réduit de moitié en 20 ans et les conditions de travail se sont dégradées et leurs salaires ont été de plus bloqués depuis 15 ans, faisant du travail des cheminots en Allemagne un des métiers les plus mal payés (en moyenne moins de 1500 euros mensuels). Pendant ces dix mois, les cheminots allemands ont subi toutes sortes de manœuvres, de menaces et de pressions :- Les tribunaux allemands avaient déclaré au mois d'août dernier que la grève était illégale dans ce secteur.

DÉBUT 2008, ÇA CONTINUE : quelques 8 000 fonctionnaires ont fait grève en pour réclamer des hausses de salaire, selon le syndicat Verdi. La grève a été suivie en particulier dans les hôpitaux communaux et les centres de soins de sept Etats régionaux allemands. De prochaines grèves concerneront les éboueurs, les employés

des transports publics, des services municipaux et de l'armée.

GRÈVE DES SIDÉRURGISTES. Les salariés exigent 8 % d'augmentation. Les grèves d'avertissement dans la sidérurgie ont pris une ampleur considérable hier outre-Rhin. Après des années de politiques dites de « modération salariale », les 85 000 employés du secteur, pointant les bénéfices record réalisés, l'an passé, par les entreprises, exigent leur part du gâteau. L'usine d'ArcelorMittal à Brême, celle de ThyssenKrupp à Duisbourg, dans la Ruhr, étaient particulièrement touchées par ces arrêts de travail qui se sont étendus dans la journée à plusieurs dizaines d'autres sites sidérurgiques du pays.

MÊME SCÉNARIO CHEZ VATTENFALL. Des arrêts de travail ont été observés pendant quatre heures, le matin, chez le fournisseur de gaz et d'électricité. Les syndicats exigent aussi une hausse des salaires de 8 % pour les 20 000 salariés du groupe.

PLUS SURPRENANT : AUCUN MÉTRO, BUS OU TRAMWAY NE CIRCULAIT À BERLIN. La grève, déclenchée une nuit de janvier à l'appel du syndicat de services Verdi, devait se terminer le lendemain à 15 heures. « Si la direction ne nous fait pas d'offre convenable, nous poursuivrons le conflit », a prévenu le porte-parole de la section berlinoise de Verdi. Le syndicat demande une augmentation de 8 % à 12 % pour l'ensemble des 13 000 salariés.

TOUTE LA RUHR DANS LA RUE CONTRE NOKIA. Plus de 50 000 personnes se sont rassemblées pour protester contre la décision de la direction du groupe Nokia de fermer son usine de portables téléphoniques implantée dans la capitale de la Ruhr « trop chère » et de délocaliser sa production en Roumanie et en Hongrie. 2 500 emplois directs et plusieurs milliers d'autres - induits par l'activité de l'entreprise - sont menacés •

LA FRANCE DES LUTTES



Grève sur les chantiers navals à Saint-Nazaire



Les Jeunesses communistes marxistes-léninistes du Rhône déclarent :

Non à la réforme des bacs pro !

Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé, sans avoir consulté les syndicats, le 29 Octobre, la destruction du BEP dès la rentrée 2008. Aux deux années de BEP, suivies de deux années de BAC PRO, le gouvernement substituera un BAC PRO en 5 ans.

LE GOUVERNEMENT CRÉE PLUS DE SÉLECTION ET RIGIDIFIE LES INÉGALITÉS SOCIALES ! Actuellement, après la 3^e, on a plus ou moins le choix entre un CAP, un BEP et la seconde générale. Avec cette réforme, on constatera une limitation et un verrouillage de l'offre de formation professionnelle après la 3^e. Les BAC PRO seront élitistes et la sélection encore plus impitoyable qu'aujourd'hui. Inguirger le programme de quatre années en trois ans, ce n'est pas donné à tout le monde. La plupart des élèves de BAC PRO ont BESOIN de ces 4 ans de formation. Les élèves plus fragiles seront orientés vers un CAP. Cette réforme exclue les classes populaires du BAC PRO. La réforme détruit les passerelles entre

filiales pros, techniques et générales : impossible, en passant un CAP, de continuer jusqu'au BAC ce qui était possible avec un BEP : les inégalités sociales seront renforcées.

La bourgeoisie, qui soutient le gouvernement, exige de lui qu'il réduise très vite les dépenses, déjà insuffisantes, allouées à l'enseignement. Pour supprimer les 11200 postes d'enseignants, le gouvernement choisit de s'attaquer en priorité à ceux et celles dont il se moque : les jeunes des classes populaires. 25 % des postes dans l'enseignement professionnel seront supprimés.

Les formations qui vont être créées le seront à la va-vite, sans livres, sans véritables programmes. On peut s'attendre à ce que les enseignements généraux soient réduits. Les travailleuses et les travailleurs en formation dans l'Éducation Nationale ont le droit à la culture et à une formation de qualité.

LE GOUVERNEMENT ATTAQUE LES TRAVAILLEURS PENDANT QU'ILS SONT EN FORMATION. Avec l'obtention d'un BEP, on a le droit

à une rémunération prévue dans les conventions collectives (Titre V). Le gouvernement évoque de façon floue un certificat après deux ans de BAC PRO qui ne vaudra rien sur le marché du travail. C'est un niveau de qualification reconnu dans les conventions collectives qui saute aussi !

Les élèves actuellement en BEP seront donc mis en concurrence avec des travailleurs ayant les mêmes qualifications qu'eux, mais qui coûteront moins cher aux patrons. Idem pour les élèves actuellement en BAC PRO : ils et elles seront en concurrence avec des travailleurs ayant eu un an de formation en moins.

Cette réforme est dans l'intérêt du patronat local : elle créera une masse importante de travailleurs qui ne seront pas protégés par un droit du travail déjà vacillant. Le gouvernement n'offre aux futurs travailleurs qu'une formation à minima où ce sera marche ou crève...

Déclaration complète sur : www.jcm169.over-blog.com

LA CHINE MAOÏSTE ET LA LIBÉRATION DE LA FEMME

Wang Zheng, féministe chinoise, qui a participé à la Révolution Culturelle en Chine (1966-1969), est actuellement professeur à l'Université du Michigan. En 2001, elle a publié un livre dans lequel neuf femmes d'origine chinoise analysent l'impact de ce qu'elles appellent «les politiques d'accès à l'égalité de l'époque de Mao» à partir de leur propre expérience. Elles démontrent que l'égalité homme-femme était une préoccupation du Parti Communiste Chinois qui a été mise en pratique. Voici une conclusion générale tirée de ce livre :

«Dès sa création, le Parti Communiste chinois a incorporé ce que je qualifie «d'agenda féministe» et il a su attirer bon nombre de féministes, même si à certains moments plus critiques de sa longue histoire, la question de l'égalité hommes-femmes n'a pas toujours fait partie de ses priorités. Les recherches que j'ai poursuivies ont démontré que les féministes au sein du parti ont joué un rôle déterminant dans la promotion des politiques visant à réaliser l'égalité entre les genres. Chaque politique mise en l'avant par le parti fut le résultat de longues disputes et de négociations. En ce sens, les féministes communistes ont réussi à promouvoir l'égalité hommes/femmes avec un certain succès...»

«Par exemple, les lois sur le mariage. Etant donné les batailles menées par toutes ces femmes, dès les tous premiers jours en 1949, l'égalité est vite devenue l'idéologie dominante officielle. Ce n'est plus le cas maintenant, mais à l'époque, cela se reflétait dans toute la production culturelle, la littérature, le cinéma, la publicité, etc. On faisait la promotion de l'égalité dans toutes les sphères. Les femmes ont brisé les anciennes barrières et accédé à toutes les professions : pilotes, miliciennes, chauffeurs de locomotive... Les femmes étaient encouragées à s'investir dans tous les secteurs qui étaient restés jusque là des chasses gardées masculines. Les filles de ma génération ont grandi dans cette atmosphère culturelle. Nous avons connu l'accès égal à l'éducation et au travail, et l'égalité salariale, particulièrement lors de la révolution culturelle. L'idéologie égalitaire qui caractérise le socialisme a largement profité aux femmes ; au niveau économique, le système socialiste favorisait le partage équitable des ressources ; et les femmes, là encore en ont bénéficié. Les femmes qui travaillaient dans

les entreprises d'Etat bénéficiaient de congés maternité. Il n'y avait plus de discriminations sexuelles au travail et dans l'éducation... Toutefois ce phénomène s'est surtout fait sentir en milieu urbain. Dans les campagnes les politiques économiques étaient différentes... La résistance à l'égalité était si forte que les femmes ont continué à recevoir un traitement inférieur ; même lorsqu'elles effectuaient le même travail. »

Les propos de Wang Zheng contribuent à réfuter les discours anticommunistes sur Mao, la Révolution Culturelle et le socialisme. En effet, «la quantité d'autobiographies rédigées par les membres de la diaspora chinoise nous a d'abord étonnées ; puis nous avons été stupéfaites de voir que celles qui ont bénéficié de la plus importante promotion, systématiquement, sont aussi celles qui décrivent l'époque de Mao comme une période terrible pendant laquelle il ne se serait rien passé d'autre que des massacres et des persécutions.»

Naturellement, ces auteurs provenaient des classes supérieures, de l'élite •

Interview intégrale sur www.xp-partisan.org

LA LUTTE POUR TRANSFORMER LES RAPPORTS HOMMES-FEMMES RENFORCE LE COMBAT COMMUN

Dans leur lutte en tant que travailleuses, les femmes sont freinées, par les discriminations spécifiques qu'elles subissent, par la division sexuelle du travail domestique, par l'idéologie machiste. Le frein est même en elles, car souvent elles intériorisent comme une évidence la place qui leur est attribuée dans cette division. Aussi, la lutte nécessaire pour obtenir ou pour défendre le droit au travail des femmes dans les mêmes conditions que les hommes ne suffit pas à assurer leur participation à la lutte politique. La lutte contre le machisme est à mener dès maintenant. Il s'agit d'une lutte non antagonique, (contrairement à certaines féministes qui voient les hommes comme des ennemis), mais une lutte dont dépend le renforcement révolutionnaire de la classe ouvrière. Chaque fois que des femmes s'engagent fortement dans des luttes collectives, elles bouleversent inévitablement le statut quo des rapports hommes/ femmes. Cette remise en cause peut entraîner des crises personnelles, ou des crises dans



les couples, mais elle est porteuse d'une unité de qualité supérieure entre les hommes et les femmes dans la lutte pour la révolution. Pour être militantes sur le terrain syndical ou politique, les femmes ont souvent lutté pour obliger les hommes à penser la gestion du travail domestique dans le cadre de la famille. De même pour

l'éducation des enfants qui est une affaire de parents, et une affaire sociale, pas de femmes seulement. Mais la structure familiale héritée de la bourgeoisie est en pleine crise. Elle est de moins en moins une structure de référence, du moins sous sa forme traditionnelle. Là même où elle peut et doit continuer d'être posée, la question de la répartition concrète des rôles dans la famille se pose dans des conditions nouvelles (familles dites monoparentales ou recomposées par exemple). Mais il ne faut pas se tromper d'ennemi.

La question de la prise en charge par la collectivité des activités domestiques, comme celle de la prise en charge collective de l'éducation des enfants, est de plus en plus d'actualité. C'est sur ce terrain que nos revendications et notre propagande doivent principalement porter, à l'heure où hommes et femmes de la classe ouvrière sont exploités, flexibilisés, et pressurés dans des conditions qui laissent, y compris aux hommes, peu de disponibilité pour mener une vie familiale et même une vie privée un tant soit peu «tranquilles».

Nous affirmons qu'il ne saurait y avoir de révolution sociale sans qu'une transformation radicale des rapports entre hommes et femmes soit partie prenante non seulement de la nouvelle société à construire, mais aussi du processus même de la révolution.

Extrait du chapitre 2 de notre résolution du VI^e Congrès (2004).

NOUS SOUTENONS CETTE PETITION NATIONALE

NOS ENFANTS SONT FICHÉS NE NOUS EN FICHONS PAS

Depuis quelques années, le nombre de fichiers informatiques considérés comme indispensables par les autorités administratives est en constante augmentation dans notre pays. L'éducation nationale n'a pas échappé à cette évolution dangereuse pour les libertés publiques et attentatoire à la vie privée. Ainsi, en 2004, le ministère de l'Éducation nationale a décidé de mettre en place, d'abord sous forme expérimentale, un nouveau système relatif aux données concernant les élèves des écoles maternelles et élémentaires (le fichier base élèves).

A terme, tous les enfants devraient être «fichés» quel que soit leur mode de scolarisation (publique ou privée, par correspondance ou instruction dispensée hors de l'école), dès leur entrée à l'école et durant toute leur scolarité. Ainsi vont être centralisées à l'échelon académique des informations personnelles qui, jusqu'à alors, ne sortaient pas des établissements scolaires ou circulaient de façon anonyme, du moins beaucoup d'enseignants le croyaient alors qu'il n'en était rien.

Ce fichage centralisé a été présenté comme un simple outil de gestion et n'a fait l'objet d'aucun débat public. Les parents qui veulent s'y soustraire sont mis devant le fait accompli. Ils ne pourront que consulter les informations les concernant.

La nature des données personnalisées que souhaite recueillir l'administration, (difficultés scolaires, absentéisme, RASED, lieu de naissance...), va au-delà de ce que nécessite «la gestion des établissements scolaires».

L'adoption de la loi dite prévention de la délinquance, permettant au Maire de bénéficier du secret partagé, peut conduire à terme au partage de toutes les données sensibles de ces fichiers. Sous la pression d'un mouvement de protestation, les champs relatifs à la nationalité des enfants, leur date d'entrée sur le territoire français, leur culture et leur langue d'origine initialement prévus dans le fichier «base élèves» ont été enlevés. Cependant en ce qui concerne les informations relatives aux enfants dont l'un des parents est, ou a pu être, sans papier, nous ne pouvons être qu'inquiets devant le fait qu'ils ont pour l'essentiel été réintroduits dans un autre fichier (le fichier Eloi) créé fin 2007.

C'EST POURQUOI

- constatant que certains fichiers constitués par d'autres administrations ont été détournés de leurs objectifs initiaux de gestion pour se transformer en instrument de contrôle social,
- considérant que le partage de données individuelles en dehors de l'école ou de l'établissement des enfants n'apporte rien à la réussite des élèves et peut mettre en cause le respect de la vie privée des familles et le droit à la protection des données individuelles,
- nous demandons l'arrêt de toutes les expérimentations en cours des fichiers actuels concernant les informations relatives aux élèves,
- nous apportons notre soutien aux directeurs et aux chefs d'établissement refusant d'entrer dans le dispositif,
- nous demandons une remise à plat de l'ensemble des dispositifs existants avec les garanties que toutes possibilités de centralisation, d'interconnexion et de partageabilité des données nominatives soient exclues.

PREMIERS SIGNATAIRES : CEMEA, CGT, CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES (CSF), FERCG-OST, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, SNES, SNUIPP, SUD EDUCATION

Cette pétition existe aussi en ligne sur petition.bigbrotherawards.eu.org/Signez-la-petition-pour-le-retrait-de-Base-élevés

RASED : Les Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté



À COMMANDER À NOTRE BOÎTE POSTALE

04 78 00 11 11

1502000000000000

1502000000000000

• La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1,50

Une brochure Partisan 1.5 euro

Irak



RED STARS FRONT
L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE MAOÏSTE D'IRAK

LA GUÉRILLA MAOÏSTE IRAKIENNE

Le Drapeau rouge (journal du Parti communiste révolutionnaire du Canada) a récemment mis la main sur des communiqués d'une organisation rebelle irakienne se revendiquant du maoïsme. Bien que les informations dont nous disposons sur cette organisation sont parcellaires, elles viennent confirmer ce que nous savons depuis longtemps déjà, à savoir que la nature de la résistance irakienne est bien plus complexe et diversifiée que la laissent croire les media, et ne se réduit pas – mais pas du tout ! – à des groupes fondamentalistes et sectaires à la solde de Ben Laden ou de l'Iran. La réalité, c'est que lorsqu'un pays est la cible d'une agression impérialiste, le mouvement de résistance qui s'y développe provient de différents secteurs de la société, est animé par différentes lignes politiques dont certaines sont contradictoires, et ne forme jamais un bloc monolithique que l'on peut rejeter d'emblée en le jugeant entièrement réactionnaire ou, à l'inverse, soutenir sans réserve en le jugeant entièrement progressiste. Voici donc un extrait de la déclaration de fondation de cette organisation, en espérant que sa publication contribuera au développement de la solidarité avec la résistance légitime du peuple irakien.

DÉCLARATION DU 15/08/2006

«L'Organisation révolutionnaire maoïste d'Irak est une organisation révolutionnaire marxiste-léniniste-maoïste et internationaliste qui vise à organiser à la fois la lutte théorique et la lutte armée afin d'accomplir la révolution socialiste, d'établir la dictature du prolétariat et d'exécuter les tâches de construction d'une société socialiste humaine et d'un monde civilisé.

Notre objectif est de mettre fin à l'exploitation et à l'esclavage de l'homme par l'homme, bref de briser les chaînes des classes laborieuses. La seule voie d'émancipation de l'esclavage de classe est la lutte intellectuelle pour éduquer notre classe ouvrière et notre paysannerie à propos de cet esclavage de l'humanité par le capitalisme impérialiste, en plus de les éduquer à propos de l'injustice de l'occupation par les Américains, les Anglais et les pantins irakiens qui vivent avec eux, qu'ils soient des fanatiques sectaires, des nationalistes, des chefs tribaux, des baasistes, des islamistes politiques, ou – plus dangereux encore – des groupes de gauche révisionnistes opportunistes qui agissent comme agents de la bourgeoisie et des Américains (la même gauche qui travaillait avec le régime fasciste de Saddam collaborant présentement avec l'occupation).

En plus de travailler à répandre la conscience politique de classe, notre mouvement a son aile militaire – le Red Stars Front (RSF), d'où la lutte armée par le moyen de la guerre populaire. Nos héroïques camarades du RSF ont mené plusieurs opérations militaires contre les forces d'occupation et l'appareil du régime pantin. On compte parmi celles-ci l'opération Spartacus, le 26 octobre 2005, et deux autres opérations nommées Pain et Paix, le 2 mars 2006.

L'Organisation révolutionnaire maoïste d'Irak est présente parmi les rangs du peuple irakien, du prolétariat, de la paysannerie, des étudiants et des étudiantes, des femmes, des syndicats, des organisations ouvrières, des intellectuelles et des intellectuels. Nous sommes actifs et actives dans la clandestinité à cause de la situation politique qui nous est imposée par l'occupation et à cause des politiques anti-populaires de ses agents fascistes-

nazis. Nous reconnaissons que nous travaillons entièrement dans le secret afin d'assurer la continuité de nos activités politiques pour propager les principes communistes révolutionnaires, ainsi que d'assurer la protection et le renforcement de notre aile armée (...)

Notre organisation a perdu plusieurs de ses meilleurs dirigeants hommes et femmes et guérilleros, qui sont tombés honorablement et fièrement en tant que martyrs de l'esprit patriotique irakien, du mouvement communiste révolutionnaire irakien, de notre classe ouvrière et de notre paysannerie. Parmi eux et elles, nous rendons hommage à notre martyr Abi Eshtar – un camarade prolétaire qui était parmi les fondateurs de notre organisation et un des membres de sa direction politique, à notre camarade Nevroz (Rezgar Mohammad) – un étudiant à l'université qui a été assassiné à Samarah, à notre martyr Jangoz (Ibrahim Ali) – un intellectuel prolétarien qui s'était levé courageusement contre le sectarisme haï et les conflits ethniques, et au camarade Ahwar – un travailleur manuel sans emploi qui fut arrêté, torturé et assassiné en mars 2006.

Nos camarades du RSF sont en train de combattre pour développer la révolution prolétarienne et notre capacité subjective à l'accomplir, ainsi que pour élever à un niveau supérieur toutes nos méthodes organisationnelles. Nous devons être une étincelle à la première révolution maoïste dans le Moyen-Orient et une avant-garde des mouvements de la région, avec toutes les hautes responsabilités qui en découlent et tout ce que cela demande en termes de lutte (...)

Salut aux mouvements populaires armés au Népal, aux Philippines, en Inde, en Colombie, en Iran, en Turquie et au Pérou !

Salut aux communistes maoïstes au Maroc, en Syrie, au Liban et dans le Golfe arabe !

Vive la guerre populaire maoïste irakienne !

Direction politique
de l'Organisation révolutionnaire
maoïste d'Irak - Red Stars Front

Népal



VIVE LA RÉVOLUTION AU NÉPAL !

DÉCLARATION DE L'OCML-VP DU 23 FÉVRIER 2008

Il y a 12 ans, le 15 février 1996, le Parti Communiste du Népal (maoïste) déclenchait la guerre populaire. Cette initiative était l'aboutissement de plusieurs années de lutte politique contre la royauté. Le résultat également d'une lutte politique contre le révisionnisme, courant qui se réclame du communisme et du marxisme-léninisme en paroles, mais qui, dans les faits, se contente de places dans l'appareil d'Etat et dans la société exploiteuse, et de quelques réformes.

Le PCNm a su, au début des années 1990, commencer à rassembler les travailleurs exploités autour des revendications immédiates les plus urgentes, mettre en avant les revendications politiques, telle que l'abolition de la monarchie et l'élection d'une Assemblée Constituante. Et enfin, utiliser les élections parlementaires organisées par le roi pour populariser ces revendications et faire la démonstration que ce Parlement n'était pas le moyen de les faire aboutir.

La guerre populaire à la campagne est une forme de lutte adaptée dans un pays montagneux, essentiellement agricole, avec un appareil d'Etat féodal. Elle a permis de faire faire un bond en avant à la lutte révolutionnaire, avec localement, mais sur plus des trois-quarts du territoire, l'expérience d'un pouvoir populaire, une réforme agraire, la libération des femmes, l'émancipation des minorités nationales.

Depuis deux ans, le centre de gravité de la lutte révolutionnaire s'est déplacé vers les villes. La situation peut déboucher sur une insurrection généralisée. Nos camarades n'ont jamais été aussi exposés à la réaction de l'impérialisme mondial, en particulier des impérialismes indien, chinois, et américain.

Notre solidarité de lutte avec nos camarades du Népal doit donc se renforcer. La création à Paris, en décembre dernier, d'un comité de solidarité franco-népalais, était une initiative nécessaire. En faisant connaître et en soutenant politiquement la lutte révolutionnaire des travailleurs du Népal, nous nous renforçons politiquement ici-même en France. Il nous faut faire un travail d'information, abattre les murs de silences et de calomnies des médias qui sont aux mains de la bourgeoisie. Donner aux ouvriers et à tous les travailleurs une vision internationaliste de la lutte politique, à l'encontre d'une vision enfermée dans un cadre national ou européen. Et développer ce travail en particulier avec les militants népalais travaillant en France.

VIVE LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANCO-NÉPALAIS !
VIVE LE PARTI COMMUNISTE DU NÉPAL MAOÏSTE !
VIVE LA RÉVOLUTION AU NÉPAL !
VIVE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE MONDIALE !

COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANCO-NÉPALAIS

Blog : nouveaunepal.over-blog.com

Mail : comitenepal@hotmail.fr

Bulletin n° 1 : Edito «Prenez contact avec notre comité» ;

Quelques repères historiques concernant la révolution ;

Interview de «Biplab», membre du CC du PCNm ;

Actualités du comité.

LISEZ *Partisan*

Allemagne

25^E ANNIVERSAIRE DU MLPD

LA CONSTRUCTION DU PARTI COURONNÉE DE SUCCÈS !

En été 2007, une délégation de notre organisation a été invitée aux activités commémoratives du 25e anniversaire du parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD). Celui-ci est présent dans plus de 450 villes et dans plus de 200 grandes entreprises. La plupart de ses membres sont des ouvriers et des petits employés, 42% de ses membres sont des femmes. Dans une interview, parue en décembre 2007 dans le Rote Fahne (Drapeau Rouge), Stefan Engel, président du MLPD, revient sur l'importance politique de l'anniversaire et sur le comment la construction de ce parti a été possible. En voici des extraits.

STEFAN ENGEL : ... A cette occasion (l'anniversaire, nldr), plus de 7 000 personnes ont participé à des manifestations locales, régionales et centrales. Il n'y a aucun doute que nous avons vécu, surtout avec la série des manifestations du mois d'août, l'activité du MLPD la plus impressionnante de son histoire.

Au séminaire sur la «réorganisation de la production internationale et la préparation de la révolution internationale» ont participé plus de 1 000 personnes de 40 pays différents. Il y a eu des discussions d'égal à égal, entre des membres du parti et des gens non-organisés, des camarades de la base du MLPD avec des dirigeants du mouvement marxiste-léniniste international et du mouvement ouvrier ; ainsi que des camarades de la jeunesse avec des permanents expérimentés du parti. Ces discussions ont porté sur le changement du système impérialiste mondial et les conclusions, que les révolutionnaires doivent en tirer pour la préparation de la révolution internationale...

A l'occasion des festivités commémoratives centrales du MLPD du 4 août, il s'agissait avant tout d'apprécier le rôle que ce dernier a tenu dans la société tout au long de ces 25 ans. Cela n'allait pas de soi que le MLPD ait su parcourir avec succès ces années sans échec important, dans un processus créatif



Couverture du Rote Fahne (Drapeau Rouge), hebdomadaire du MLPD

d'apprentissage et de lutte.

Beaucoup de problèmes internes et externes du mouvement ouvrier marxiste-léniniste devaient être résolus et des obstacles à la construction du parti ont pu, en grande partie, être surmontés.

Ainsi le «mouvement marxiste-léniniste» petit-bourgeois des années 70 désorientait et désorganisait l'importante tâche de reconstruire le parti par son

dogmatisme, son révisionnisme, son sectarisme et son style. La voie prolétarienne de construction du parti a dû être imposée avec beaucoup de rigueur contre la domination des étudiants petit-bourgeois (...). Pendant les années 80, la plupart d'entre eux se sont retrouvés dans le parti écologique et petit-bourgeois des Verts, développant un courant liquidateur et une grande démoralisation dans le «mouvement marxiste-léniniste» petit-bourgeois.

Seuls ceux qui ont su venir à bout du «mode de pensée petit-bourgeois» ont pu être gagnés à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. La création du MLPD, en 1982, a été la réponse prolétarienne au déclin du «mouvement marxiste-léniniste» petit-bourgeois.

Le parti révisionniste DKP, soutenu massivement par le parti d'Allemagne de l'Est, le SED, a été un obstacle idéologique et politique majeur supplémentaire. En développant son révisionnisme moderne, ce parti diffusait une caricature du marxisme-léninisme parmi les masses. L'évolution en RDA et en URSS s'avérait être un repoussoir pour le mouvement ouvrier et créer un mur de réticences à l'égard du socialisme. Ces obstacles ont dû être combattus de manière systématique pendant des décennies...

Les dominants ont su créer d'une manière raffinée, pendant une longue période, des réserves d'anticommunisme et ont pratiqué une politique d'isolement politique du MLPD. Cette politique d'isolement, aidée par l'anticommunisme moderne, a finalement été l'obstacle décisif à surmonter sur le chemin de la construction du parti. Pour cela, réussir à casser cet isolement de façon durable, surtout depuis 2003, a été un saut qualitatif dans le développement vers un parti reconnu par les masses. Le MLPD a souligné d'une manière forte son rôle transformateur de la société surtout lors des luttes chez Daimler, Bosch, Opel et Siemens, en lien avec le mouvement des «manifestations du lundi» (des chômeurs, nldr) et par sa participation aux élections législatives de 2005.

Pendant cette période-là, le parti est devenu un facteur social important et une force déterminante dans l'opposition combattive... »

Au séminaire sur la «réorganisation de la production internationale et la préparation de la révolution internationale» ont participé plus de 1 000 personnes de 40 pays différents



Paris

Promenade révolutionnaire dans le faubourg Saint-Antoine creuset des révolutions

En 1471, Louis XI accorde aux abbesses de Saint Antoine des Champs, les «Dames du Faubourg», des privilèges qui exemptent leur territoire des règles des corporations. Il permet ainsi à de nombreux artisans, dont beaucoup venant de l'étranger, de s'installer autour de l'abbaye sans être soumis aux règles contraignantes des corporations. Ces droits seront maintenus au long des siècles, donnant au Faubourg Saint Antoine un formidable essor artisanal, puis industriel, en particulier dans les métiers du meuble. Soyons clairs, ce qui intéresse les rois, ce n'est pas libérer les artisans mais faire baisser les prix. Toujours est-il que ce développement et la concentration d'ouvriers qu'il entraîne feront jouer à ce quartier, quelques siècles plus tard, un rôle déterminant dans l'histoire révolutionnaire de Paris, et bien au-delà !

Et entre temps, c'est dans ce faubourg que vont se tramer tant de complots contre les autorités royale puis impériale : Latréaumont et le chevalier de Rohan qui voudront, dès 1674 tenter d'instaurer une République, Malet qui tentera de renverser Napoléon 1^{er}, Fieschi qui essaiera d'assassiner Louis-Philippe...

C'est dans ce faubourg que commence la Révolution française, avec l'affaire Réveillon, et qu'elle finit, le 22 mai 1795 avec la répression des Sans-culottes par la réaction Thermidorienne. C'est ici que se recrutent les «Vainqueurs de la Bastille»

qui prennent d'assaut, le 14 juillet 1789, la vieille prison qui deviendra le symbole de l'absolutisme. C'est là que se préparent les journées du 20 juin et du 10 août 1792 contre les Tuileries (où réside la royauté). C'est ce quartier qui se hérissa de barricades lors de chaque insurrection : 29 barricades en juin 1848 rien que pour la rue du Faubourg ; 65 pour l'ensemble du quartier. Ce sera un des derniers bastions de résistance des fédérés pendant la Semaine sanglante, qui vit l'écrasement de la Commune de 1871.

C'est le faubourg de toutes les révolutions : politiques, mais aussi technologiques. C'est là qu'a lieu le premier vol de l'histoire de l'humanité avec la Montgolfière. C'est là qu'est inventé le métier à tisser automatique par Vaucanson. C'est là que se développe l'industrie de la conserve avec Appert. C'est là que va naître, en France, l'industrie textile avec Richard et Lenoir...

Nous vous proposons d'évoquer tout cela en remontant le temps tout en parcourant les cours et les passages magnifiques de ce vieux quartier ouvrier.

DATE DE CETTE BALLADE PRINTANIÈRE : LE SAMEDI 29 MARS OU — EN CAS DE MAUVAIS TEMPS — LE SAMEDI 5 AVRIL.

LA BALLADE PARTIRA À 14 H 30 DEVANT L'ENTRÉE DE L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE, 184 RUE DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE. M^o FAIDHERBE-CHALIGNY.

Fusillade au Faubourg Saint Antoine. A droite, pillage de la maison du patron (Monsieur Réveillon)



PERSÉCUTIONS DE FEMMES

voir du genre masculin est toujours présent, même dissimulé.

Un livre dense et utile pour mieux comprendre et défendre les femmes persécutées en tant que femmes.

Cet ouvrage collectif du Réseau Terra (terra.rezo.net) propose un parcours en trois volets : des exemples précis de violences dans les familles, contre les filles et compagnes, ces violences domestiques légitimées par leur statut inférieur dans plusieurs sociétés en voie de développement. Mais, comme le dénoncent les enquêtes de l'Enveff en levant le tabou de «la vie privée», cela se passe aussi en France, où tous les milieux sociaux sont concernés par les violences conjugales.

Dénonciation des violences contre les femmes en temps de guerre (viols collectifs pendant la guerre en Yougoslavie), des violences corporelles légitimées par certaines sociétés sous couvert de tradition, comme l'excision au Mali. L'enjeu du pou-

Les résistances des femmes s'organisent à plusieurs niveaux : mobilisations sociales et idéologiques par exemple contre la tradition du mariage forcé, accueil et protection par les associations des femmes étrangères dont la situation de sans papiers entraîne souvent un déni des droits.

Terra nous alerte vivement : en dépit de la signature de conventions internationales de défense des droits des femmes, (asile, par exemple), nombre d'Etats sabotent de fait leur mise en œuvre.

Reste alors, pour résister, à s'organiser et à organiser les femmes persécutées à sortir du statut de victimes pour oser se battre et défendre leur liberté de femmes.

On trouvera dans cet ouvrage adresses et sites utiles pour accompagner nos luttes.

Editions du Croquant, 50 euros

«Tous ensemble», «convergence des luttes», «un jour ça va péter» : comme en Mai 68 ? Les barricades étudiantes avaient donné le signal de la révolte. La journée nationale du 13 mai sera le point de départ. Dix millions de travailleurs en grève ! 59% de la population active ! Contre 25% en 1936. C'est le ras-le-bol général, contre l'exploitation capitaliste («Non aux cadences infernales !») et contre le pouvoir gaulliste («Dix ans, ça suffit !»). Comment faire rentrer le fleuve dans son lit ? C'est là que les directions réformistes jouent un rôle capital.

Le Grenelle de Mai 68

LES OUVRIERS S'OPPOSENT À LA REPRISE. Vendredi 24 mai : la grève dure et se répand depuis dix jours. A 20 heures, le Général de Gaulle intervient à la télé. C'est son premier discours depuis le début du mouvement. Il ressort sa vieille idée de participation devant faire l'unité entre le travail et le capital. C'est un flop. Le flot de grèves continuera à grossir.

Le samedi 25 au matin, les représentants du patronat et des syndicats se rendent au Ministère des Affaires Sociales, rue de Grenelle, convoqués par le premier ministre. L'initiative, en effet, revient à Poincaré. Son idée est des plus classiques : il faut donner aux dirigeants syndicaux de quoi organiser la reprise du travail.

Dimanche 26 mai, les discussions piétinent. Poincaré, Georges Séguin (dirigeant de la CGT), et Huvelin (représentant du patronat) se retirent pendant trois heures. Ils reviennent avec un «accord», qui ne sera jamais signé. «Grenelle» est devenu un nom commun désignant une vaste négociation. Ce fut, en vérité, un tête-à-tête. La «négociation» signifiant que la bourgeoisie avait besoin de la CGT pour rétablir l'ordre...

Les résultats sont maigres. Le taux horaire du SMIG passe de 2,22 à 3 francs et le gouvernement s'engage à faire voter une loi sur le droit syndical dans l'entreprise. On parle aussi de négociations ultérieures... En bref, un peu de flic pour les travailleurs, et des droits nouveaux pour les syndicats.

Le lundi 27 au matin, la CGT organise un show radiophonique à l'île Seguin, au centre des usines Renault-Billancourt. Depuis 7 heures, 10 000 ouvriers attendent. A l'insu des journalistes, qui ne sont

pas encore arrivés, l'essentiel se joue. Sur un rapport du représentant CGT de l'intersyndicale de l'usine, Aimé Halbeher, la poursuite de la grève est décidée.

Les leaders syndicaux peuvent s'exprimer. Frachon, de la CGT, rappelle 36 et s'écrie : «Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient jamais espéré». Jeanson, de la CFDT, se félicite du vote initial en faveur de la poursuite de la grève et évoque la solidarité des ouvriers avec les étudiants et les lycéens en lutte. On l'applaudit.

Arrive alors Georges Séguin. Il se livre à ce qu'il présente comme «un compte-rendu objectif» de ce qui a été «acquis à Grenelle». Au début, on entend des sifflets. A la fin, une véritable huée qui met plusieurs minutes à se calmer. Séguin conclut : «Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire». On l'applaudit, et les militants PCF entonnent «Gouvernement populaire ! Gouvernement populaire !»

Connaissant les cadres de l'appareil CGT, on peut se dire qu'ils avaient prévu toute éventualité. Si le peu présenté par Séguin passait, c'était bon. Si ça ne passait pas, la CGT avait fait voter la continuation. Pas de problème, l'appareil retombait quand même sur ses pattes. Et c'est ce qui s'est passé. Autre précaution, qui deviendra une véritable tradition : négocier mais ne pas signer formellement un accord ; par contre, utiliser à fond son contenu...

LE MAI DE LA CGT. Dans son livre, «Le Mai de la CGT», Georges Séguin s'appuie sur le mélange d'applaudissements et de huées pour noyer le poisson. «Tout se déroule comme je l'avais imaginé», écrit-il. «Chaque point positif annoncé est salué par une salve d'applaudissements. Chaque



Manifestation CGT du 29 mai 1968, à Paris

refus ou insuffisance soulève une tempête de protestations et de sifflets... Une vibrante Internationale clôture ce meeting enthousiaste»

Entre responsables de la bourgeoisie et au plus haut niveau, on ne fait pas dans la langue de bois. Edouard Balladur, alors conseiller de Georges Poincaré, lui téléphone en début d'après-midi. «Ça n'a pas marché», lui dit-il simplement. Poincaré conseille le calme et l'attentisme.

L'amorce de la reprise du travail n'est pas pour aujourd'hui, elle sera à l'ordre du jour dans quelques temps...

L'Humanité du mardi 28 titre : «Ça ne fait pas le compte, disent les grévistes». Mais qu'en dit la CGT ? Quel est son avis sur les résultats de Grenelle ? «Resserrez votre unité dans la lutte», dit-elle simplement. C'est un mot-d'ordre à double tranchant. Le jour où une partie des travailleurs voudra empocher les miettes et reprendre le boulot, la seule manière de préserver l'unité, ce sera de reprendre... tous ensemble.

En mai 68, on écoute la radio. Ce que n'avaient pas fait la bande de jeunes proches de Voix Ouvrière à l'Alsthom Saint-Ouen. L'un deux raconte :

«Ce matin-là, 27 mai, vers 11 heures, on entreprend d'aller vers la cantine. On tombe sur la bande PC-CGT, et tous faisaient une tête pas possible. On les regarde étonnés. Et un gars de la CGT un peu cor-

rect (il y en avait deux ou trois) nous explique avec des trémolos dans la voix que Séguin s'est fait huer à Billancourt. ça n'a pas raté : «C'est bien fait pour votre gueule. Et on est allé casser la croûte.»

C'était le lendemain de Grenelle. Séguin était allé à Billancourt, et Krasucki à Citroën, pour présenter le résultat de leurs tractations avec le patronat. Les deux s'étaient fait huer et siffler. On a su ensuite que la CGT avait fait voter la grève avant que Séguin n'arrive à Billancourt. Donc, ils avaient prévu le coup, et une solution de repli. Mais à Citroën, ils n'avaient rien fait voter avant, et c'est bel et bien la CGT et Krasucki qui étaient sifflés. Krasucki s'est immédiatement repris en affirmant au micro : «Ça c'est ce qu'ils proposent, mais la CGT n'a rien signé». Peut-être pas ; tous jours est-il que dans les boîtes, c'est bien Séguin et Krasucki qui sont apparus comme s'étant fait huer à Billancourt et à Citroën.

MC

PARTISAN SUR LE NET →

vp-partisan.org

PARTISAN CONTACT →

contact@vp-partisan.org

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 218

ÉDITO AUX URNES CITOYENS ?	2
DÉCLARATION DE L'OCML VP SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES	3
MUNICIPALES LE VIRAGE DE LUTTE OUVRIÈRE	3-4
HISTOIRE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE L'IMMIGRATION (I)	5
VERRIÈRES DE GRAVILLE METTRE FIN À L'EXPLOITATION	6
MARXISME PAS SORCIER SALAIRE, PRIX ET PROFIT	7
LUTTES OUVRIÈRES ALLEMAGNE, FRANCE, NON AU BAC PRO	8
LUTTES DES FEMMES EN CHINE, FICHAGES DES ENFANTS...	9
INTERNATIONAL IRAK, NÉPAL	10
INTERNATIONAL ALLEMAGNE : LE MLPD A 25 ANS !	11

Parution du numéro 219 fin mars. Envoyez vos articles avant le 25 mars

MAI 68 QUELQUES RÉFÉRENCES

- Mai 68, il y a 20 ans, Partisan n° 50, 51, 52 (avril, mai, juin 1988)
- Mai-juin 68, Partisan n° 131, 132 (juin et septembre 1998)
- Brisons les vieux engrenages, recueil d'articles, juin 95

- Mai 68 ou 120 ans après, par Nicolas Rivière, 1972, 50 pages
- La France de 68, par Alain Delale et Gilles Ragache, Seuil 1978
- Le mai de la CGT, par Georges Séguin
- Mai 68 et ses vies ultérieures, par Kristin Ross, éditions Complexe
- Ouvriers face aux appareils, Cahiers Libres 183-184, Maspéro
- L'insubordination ouvrière dans les années 68, Presses Universitaires de Rennes, 400 pages, 2007
- Mai-juin 68, Mouvement Communiste, décembre 2006
- 500 affiches Mai 68, par Vasco Gasquet, éditions Aden, septembre 2007, 20 euros